

Conformément à l'article 87 de la Nouvelle Loi Communale, vous êtes invité(e) à assister à la réunion du Conseil communal qui aura lieu dans la salle du Conseil communal au Centre Administratif d'Uccle, le jeudi 24 avril 2025, à 18:30.

Overeenkomstig artikel 87 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt u uitgenodigd om de vergadering van de Gemeenteraad bij te wonen die zal plaatsvinden in de Raadzaal in het Administratief Centrum van Ukkel op donderdag 24 april 2025, om 18:30.

Uccle, le 16 avril 2025
Ukkel, 16 april 2025

**CONSEIL COMMUNAL DU 24 AVRIL 2025
GEMEENTERAAD VAN 24 APRIL 2025**

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

1 Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 20 mars 2025

Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 20 maart 2025

2 Démission d'un membre du Conseil de police.- Remplacement.

Le Conseil,

Attendu que Mme Marianne Gustot, élue membre du Conseil de police, a démissionné de sa fonction de membre du Conseil de police et qu'il y a lieu de la remplacer;

Considérant que Mme Gustot n'a aucun suppléant;

Vu l'article 19 de la loi du 7 décembre 1998, organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, disposant :

"Lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de police avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a pas de suppléants, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signé la présentation du membre à remplacer, peuvent présenter ensemble un candidat membre effectif et un ou plusieurs candidats suppléants. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants l'étant dans l'ordre de leur présentation.

S'il en est autrement, il est pourvu au remplacement par un vote secret où chaque conseiller communal dispose d'une voix et où le candidat ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé est déclaré élu. En cas de parité de voix, l'article 17 est applicable."

Considérant que l'acte de présentation de Mme Gustot a été présenté par Mme Gustot;

Que cette même personne présente la candidature de M. Bernard Hayette comme membre effectif,
Prend acte de la démission de Mme Marianne Gustot;
Constate que M. Hayette, né le 24 avril 1958 et domicilié Avenue de Beersel 90, remplit toutes les conditions requises par la loi du 7 décembre 1998 pour être installé comme membre effectif,
Le candidat membre effectif est proclamé élu.

Ontslag van een lid van de Politieraad.- Vervanging.

De Raad,
Aangezien Mevr. Marianne Gustot, verkozen als lid van de politieraad, haar ontslag als politieraadslid heeft aangeboden en zij dus dient vervangen te worden;
Overwegende dat Mevr. Marianne Gustot geen opvolger heeft;
Gelet op artikel 19 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus :
"Wanneer een effectief lid voor het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de politieraad en hij geen opvolger of opvolgers heeft, kunnen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsleden die de voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, gezamenlijk een kandidaat effectief lid en één of meer kandidaat-opvolgers voordragen. In dit geval worden deze kandidaten verkozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in orde van hun voordracht.
Is zulks niet het geval, dan wordt in de vervanging voorzien bij een geheime stemming waarbij elk gemeenteraadslid over één stem beschikt en de kandidaat die de meeste stemmen behaalde verkozen wordt verklaard Bij staking van stemmen is artikel 17 van toepassing."
Overwegende dat de akte van voordracht van Mevr. Gustot werd ondertekend door Mevr. gustot ;
Overwegende dat dezelfde persoon de kandidatuur van de h. Bernard Hayette voorstelt als werkend lid,
Neemt akte van het ontslag van Mevr. Marianne Gustot;
Stelt vast dat de h. Hayette, geboren op 24 april 1958, wonende Beerselslaan, 90, voldoet aan alle voorwaarden vereist door de wet van 7 december 1998 om als werkend lid aangesteld te kunnen worden,
De kandidaat werkend lid wordt als verkozen uitgeroepen.

Communication - Communicatie

3 Règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques.- Exercice 2025.- Adoption.

Le Conseil,

Vu les articles 170, §4, et 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines ;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine ;

Vu le règlement relatif aux activités foraines et aux activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 28 juin 2012;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu le règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques, approuvé par le Conseil communal lors de sa séance du 28 avril 2022 ;

Considérant que ce règlement-redevance a expiré en date du 31 décembre 2024 ;

Qu'il convient dès lors d'adopter un règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques pour l'année 2025 ;

Décide :

d'adopter le règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques suivant :

Règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques.

Article 1 : Durée et objet

Il est établi pour l'année 2025 une redevance sur l'occupation d'un emplacement par les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques.

Article 2 : Montants de la redevance

Les montants de la redevance sont fixés par emplacement comme suit :

§1. Pour l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques :

- pour un métier de plus de 10 mètres courant : 30 €/mètre courant de la façade la plus longue dumétier;

- pour un métier de 10 mètres courant ou moins : 25 €/mètre courant de la façade la plus longue du métier.

Cette redevance couvre une occupation de maximum 10 jours calendrier consécutifs.

Pour l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques :

- 5 €/mètre courant (de la façade la plus longue du métier) par installation par jour avec un minimum de 20 € par jour.

§2. Pour l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques :

La somme de 13 € est due pour l'ouverture et le placement de cols de cygne ainsi que pour la consommation d'eau.

Article 3 : Redevable

La redevance est due par la personne physique ou morale qui s'est vue attribuée l'emplacement par la Commune.

Article 4 : Exonération

Est exonéré de la redevance l'attributaire d'un emplacement pour des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine visé à l'article 2 qui est présent lors d'une brocante organisée par les associations de commerçants et, ce pour le jour de la brocante.

Article 5 : Paiement de la redevance

Le paiement de la redevance doit être effectué par virement bancaire sur le compte du receveur communal dans les délais indiqués sur l'invitation à payer et ce, que l'emplacement ait été occupé ou non.

Article 6 : Recouvrement

A défaut de paiement dans les délais indiqués, la récupération de l'ensemble des montants dus se fait par voie de contrainte établie par le receveur communal visée et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins et signifiée par exploit d'huissier de justice, conformément à l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou, le cas échéant, par la voie judiciaire.

Article 7 : Contentieux

En cas de différend de quelque nature que ce soit relativement au présent règlement, les Parties privilégient la négociation et tentent d'abord de trouver une solution amiable. A défaut d'accord amiable, l'interprétation ou l'exécution du présent règlement relève exclusivement de la compétence des Tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Ce règlement, ainsi que tout ce qui en découle, y compris sa validité, son exécution et son interprétation, sont soumis à la législation belge.

Article 8 : Entrée en vigueur

Le présent règlement est publié conformément l'article 112 de la Nouvelle Loi Communale.

Celui-ci entre en vigueur le 28/04/2025 pour un terme expirant le 31 décembre 2025.

Retributiesreglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen

De raad,

Gelet op artikel 170 §4 en 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van kermisactiviteiten en ambulante activiteiten in kermisgastronomie;

Gelet op het reglement betreffende de kermisattracties en de ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 28 juni 2012;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op het retributiesreglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 28 april 2022;

Overwegende dat dit retributiesreglement verstreken is op 31 december 2024;

Dat er bijgevolg een retributiesreglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen aangenomen moet worden voor 2025;

Beslist:

Het volgende retributiesreglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen aan te nemen:

retributiesreglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen

Artikel 1: Duur en voorwerp

Er wordt voor 2025 een retributie vastgesteld voor de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen.

Artikel 2: Bedrag van de retributie

De bedragen van de retributie per standplaats werden als volgt vastgelegd:

§1. Voor de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen:

- Voor een stand van meer dan 10 strekkende meter: € 30/strekkende meter van de langstegevel van de stand;
- Voor een stand van 10 strekkende meter of minder: € 25/strekkende meter van de langstegevel van de stand.

Deze retributie geldt voor een bezetting van maximaal 10 opeenvolgende kalenderdagen.

Voor de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op het openbaar domein buiten de openbare kermissen:

- € 5/strekkende meter (van de langste gevel van de stand) per installatie per dag met een minimumtarief van € 20 per dag.

§2. Voor de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op de openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen:

Het bedrag van € 13 is verschuldigd voor de opening en de plaatsing van zwanenhalzen en voor het waterverbruik.

Artikel 3: Belastingplichtige

De retributie is verschuldigd door de natuurlijke persoon of rechtspersoon die een standplaats toegekend kreeg door de gemeente.

Artikel 4: Vrijstelling

Is vrijgesteld van de retributie de begunstigde van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie beoogd in artikel 2 die aanwezig is op een rommelmarkt georganiseerd door de handelaarsverenigingen, en dit voor de dag van de rommelmarkt.

Artikel 5: Betaling van de retributie

De betaling van de retributie wordt verricht door overschrijving op de bankrekening van de gemeenteontvanger binnen de termijn aangegeven op het betalingsverzoek, en dit ongeacht of de standplaats bezet werd of niet.

Artikel 6: Invordering

Bij gebrek aan betaling binnen de aangegeven termijn worden alle verschuldigde bedragen ingevorderd per dwangbevel, opgesteld door de gemeenteontvanger, goedgekeurd en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen en betekend via gerechtsdeurwaardersexploot, overeenkomstig artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, of desgevallend via de juridische weg.

Artikel 7: Geschillen

In geval van geschillen van welke aard ook met betrekking tot het onderhavige reglement geven de partijen de voorrang aan onderhandelingen en trachten ze eerst een minnelijke schikking te treffen. Bij gebrek aan minnelijke schikking valt de interpretatie of de uitvoering van het onderhavige reglement uitsluitend onder de bevoegdheid van de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement van Brussel.

Dit reglement en alles wat eruit voortvloeit, inclusief de geldigheid, de uitvoering en de interpretatie ervan, zijn gebonden aan de Belgische wetgeving.

Artikel 8: Invoegetreding

Het onderhavige reglement wordt bekendgemaakt overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

Het treedt in werking op 28/04/2025 en vervalt op 31 december 2025.

Affaires générales - Algemene zaken

4 **Convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'information et de transformation digitale des pouvoirs locaux We Pulse - Contrat faitier - Avenant - Approbation.**

Le Conseil,

Vu sa décision du 28 novembre 2024 d'approuver la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives informatiques dans les différents domaines du programme régional We Pulse;

Considérant la proposition d'avenant à cette convention établie par le groupe de travail "contrat" du Comité de gouvernance du programme régional We Pulse;

Considérant que cet avenant porte sur des amendements aux dispositions concernant la souscription par les Pouvoirs locaux à l'investissement (acquisition de la solution) dans chaque domaine pour lequel ils ont obtenu le prêt du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales (FRBRTC);

Considérant qu'il s'agit pour chaque domaine de distinguer la phase liée au développement (BUILD), de la phase liée à l'exploitation des solutions applicatives (RUN),

Décide :

D'adopter l'avenant à la Convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives ainsi que les services IT associés dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux, dénommé We Pulse, joint en annexe.

Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de verschillende domeinen van het programma van digitalisering en digitale transformatie van de plaatselijke besturen WePulse - Overkoepelende overeenkomst Addendum - Goedkeuring.

De raad,

Gelet op de beslissing van 28 november 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van IT-applicatieoplossingen in de verschillende domeinen van het gewestelijk WePulse-programma;

Overwegende het voorstel van addendum bij deze overeenkomst opgesteld door de werkgroep "contract" van het governancecomité van het gewestelijk WePulse-programma;

Overwegende dat het aanhangsel betrekking heeft op wijzigingen aan de bepalingen betreffende de inschrijving door de Plaatselijke Besturen op de investering (aanschaf van de oplossing) in elk domein waarvoor zij een lening hebben verkregen van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT);

Overwegende dat voor elk domein een onderscheid moet worden gemaakt tussen de ontwikkelingsfase (BUILD) en de fase die verband houdt met de exploitatie van de applicatieoplossingen (RUN),

Beslist:

Goedkeuring te verlenen aan het addendum bij de bijgevoegde overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen en aanverwante IT-diensten in de verschillende domeinen van het programma voor de informatisering en digitale transformatie van de lokale besturen, genaamd WePulse.

5 **Programme We Pulse - Convention de mandat IRIS-team.**

Le conseil,

Vu sa décision du 28 novembre 2024 d'approuver la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives informatiques dans les différents domaines du programme régional We Pulse, dit "Contrat faîtier" ;

Vu l'article 6.1 relatif aux obligations de l'Administration communale, et plus particulièrement les obligations relatives au transfert des données des prestataires actuels vers les services visés dans le cadre du programme We Pulse ;

Considérant qu'il y a lieu de mandater IRIS-team afin de procéder aux démarches nécessaires auprès des prestataires pour recueillir les éléments nécessaires pour la mise en oeuvre des services,

Décide:

D'approuver la convention de mandat ci-jointe entre l'Administration communale et l'asbl IRIS-team concernant la récolte et le transfert de données des solutions applicatives informatiques actuelles dans le cadre du programme We Pulse.

We Pulse-programma - Mandaatovereenkomst IRIS-team.

De raad:

Gelet op de beslissing van 28 november 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen in de verschillende domeinen van het gewestelijk We Pulse-programma, het zogenaamde "koepelcontract";

Gelet op artikel 6.1 betreffende de verplichtingen van het Gemeentebestuur, meer bepaald de verplichtingen met betrekking tot de overdracht van gegevens van de huidige dienstverleners naar de beoogde diensten in het kader van het We Pulse-programma;

Overwegende dat IRIS-team gemachtigd moet worden om de nodige stappen te ondernemen ten

aanzien van de dienstverleners om de elementen te verzamelen die nodig zijn voor de uitvoering van de diensten,

Beslist:

De bijgevoegde mandaatovereenkomst tussen het Gemeentebestuur en de vzw IRIS-team betreffende

het verzamelen en overdragen van gegevens uit de huidige applicatieoplossingen in het kader van het

We Pulse-programma, goed te keuren.

Secrétariat central - Centraal secretariaat

6 ASBL Promotion du Commerce et de l'Economie Uccloise.- Adoption d'une nouvelle convention de gestion.

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. Promotion du Commerce et l'Economie Uccloise, A.S.B.L. communale au sens de l'Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. Promotion du Commerce et de l'Economie Uccloise est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Madame la Première Echevine Valentine DELWART ;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, bureau,...) est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) »;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Promotion du Commerce et de l'Economie Uccloise ;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

-la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;

-l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport ;

-les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;

-les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;

-sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL Promotion du Commerce et de l'Economie Uccloise à sa plus prochaine séance ;
Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

D'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Promotion du Commerce et de l'Economie Uccloise en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

VZW Promotion du Commerce et de l'Economie uccloise.- Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst.

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december

2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Promotion du commerce et de l'économie Uccloise, gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw XX nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald schepen de eerste schepen Valentine DELWART;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

- Eén of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of
- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of
- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: "*De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie*"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "*Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)*";

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Promotion du commerce et de l'économie Uccloise ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient tenemen en voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de voorafvastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw XX in haar eerstkomende zitting;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

- De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Promotion du commerce et de l'économie uccloise krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

- 7 **Propriétés communales. – Avenue de Messor, 145-147 : Ecole communale fondamentale d'Uccle – affectation au domaine public des parcelles de terrain sous-jacentes et des constructions.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 117 ;

Vu la délibération n° 016/23.01.2020/A/0014 par laquelle le Conseil communal a décidé par principe d'acquérir le terrain concédé en emphytéose par le Baron Frédéric Brugmann à la Commune d'Uccle, pour 99 ans, et qui arrivera à échéance le 31 décembre 2027;

Vu la délibération n° 016/27.02.2024/B/0049 par laquelle le Collège échevinal a marqué un accord de principe notamment pour solliciter du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles la prise d'un arrêté autorisant la Commune d'Uccle à exproprier la parcelle susvisée, pour cause d'utilité publique, par la voie judiciaire et en extrême urgence, et déclarant indispensable la prise de possession immédiate, ainsi que pour approuver provisoirement un plan d'expropriation à cette fin ;

Considérant que la Commune d'Uccle est propriétaire des parcelles cadastrées 1^{ère} division, section B, n° s 215/V/2 et 244/R/5, ainsi que des constructions qu'elle y a fait ériger, pour cause d'utilité publique ;

Que la Commune d'Uccle est également propriétaire des constructions qu'elle y a fait ériger, pour cause d'utilité publique, sur la parcelle cadastrée 1^{ère} division, section B, n° 215/G/3, dont elle est emphytéote depuis le 31 janvier 1929 ;

Que le bail emphytéotique portant sur ledit terrain a été conclu pour cause d'utilité publique, en vue de la construction d'une école communale ;

Considérant que l'obligation scolaire a pour effet de rendre indispensable le maintien d'un établissement d'enseignement scolaire primaire dans un quartier aussi densément peuplé que le quartier de Messidor ;

Qu'en outre, l'impossibilité de trouver un site équivalent dans et aux alentours de ce quartier résidentiel, confère aux infrastructures actuelles de l'Ecole communale de Messidor un caractère irremplaçable dans les faits ;

Considérant qu'afin de préserver ses droits de pouvoir organisateur d'un réseau d'enseignement et de maintenir la continuité du service public scolaire au bénéfice de la collectivité, l'affectation au domaine public, au moyen d'une décision expresse de l'organe compétent, se justifie ;

Considérant, à titre subsidiaire, que la théorie de l'accessoire au domaine public permet de considérer qu'une telle affectation des bâtiments érigés sur la parcelle cadastrée n° 215/G/3, faisant l'objet du bail emphytéotique, s'étend au terrain sousjacent constituant un bien accessoire, en raison du caractère indissociable de celui-ci avec les constructions qui y sont établies, tant du point de vue physique (incorporation) que fonctionnel ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

d'affecter au domaine public communal les bâtiments faisant partie et dépendant de l'Ecole fondamentale de Messidor, érigés par la Commune d'Uccle sur la parcelle privée prise en emphytéose et cadastrée dans la 1^{ère} division d'Uccle, section B, sous le numéro 215/G/3, ainsi que l'ensemble des constructions et parcelles de terrain sous-jacentes formant le site de la même école communale sise avenue de Messidor, 145-147, et identifiées au cadastre sous les numéros 215/V/2 et 244/R/5.

Gemeente-eigendommen. - Messidorlaan 145-147: Gemeentelijke basisschool van Ukkel bestemming tot het openbaar domein van de onderliggende percelen grond en van de bouwwerken.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op beraadslaging 016/23.01.2020/A/0014, waardoor de gemeenteraad principieel beslist heeft om het terrein dat door baron Frédéric Brugmann voor 99 jaar aan de gemeente Ukkel in erfpacht gegeven werd, die afloopt op 31 december 2027, aan te schaffen;

Gelet op beraadslaging 016/27.02.2024/B/0049, waardoor het schepencollege een principeakkoord verleend heeft onder andere om aan de regering van de Federatie Wallonië-Brussel te vragen een besluit te nemen dat de gemeente Ukkel toestaat het voornoemde perceel ten algemenen nutte via gerechtelijke weg en in extreme hoogdringendheid te onteigenen en dat de onmiddellijke inbezitname noodzakelijk verklaart, en om een onteigeningsplan hiervoor voorlopig goed te keuren;

Overwegende dat de gemeente Ukkel eigenaar is van de gekadastreerde percelen 1e afdeling, sectie B, nr. 215/V/2 en 244/R/5 en van de bouwwerken die ze er ten algemenen nutte heeft laten optrekken;

Dat de gemeente Ukkel ook eigenaar is van de bouwwerken die ze ten algemenen nutte heeft laten optrekken op het gekadastreerd perceel 1e afdeling, sectie B, nr. 215/G/3, waarvan ze sinds 31 januari 1929 de erfpachter is;

Dat de erfpacht met betrekking tot dit terrein gesloten werd ten algemenen nutte om een gemeenteschool te bouwen;

Overwegende dat de leerplicht als gevolg heeft dat het noodzakelijk is om een basisonderwijsinstelling in een zo dichtbevolkte wijk als wijk Messidor te behouden;

Dat de onmogelijkheid om een gelijkaardig terrein te vinden in en rond deze woonwijk de huidige infrastructuur van gemeenteschool Messidor bovendien in feite een onvervangbare aard verleent;

Overwegende dat de bestemming tot het openbaar domein door middel van een uitdrukkelijke beslissing van het bevoegd orgaan gerechtvaardigd is om zijn rechten

van inrichtende macht van een onderwijsnet te beschermen en de continuïteit van de openbare schooldienst ten bate van de gemeenschap te behouden;

Overwegende bijkomstig dat de theorie van het toebehoren tot het openbaar domein het mogelijk maakt te overwegen dat een dergelijke bestemming van de gebouwen die opgetrokken zijn op gekadastraerd perceel nr. 215/G/3, dat het voorwerp uitmaakt van de erfpacht, zich uitstrekt naar het onderliggend terrein dat een bijkomstig goed vormt wegens de onlosmakelijke aard ervan met de bouwwerken die erop gevestigd zijn, vanuit zowel fysiek (inlijving) als functioneel oogpunt;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De gebouwen die deel uitmaken en afhangen van basisschool Messidor, opgetrokken door de gemeente Ukkel op het privéperceel in erfpacht en gekadastraerd in de 1^e afdeling van Ukkel, sectie B, onder nummer 215/G/3, en alle bouwwerken en onderliggende percelen grond die het terrein van deze gemeenteschool in de Messidorlaan 145-147 vormen en geïdentificeerd in het kadaster onder nummer 215/V/2 en 244/R/5 te bestemmen tot het gemeentelijk openbaar domein.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

8 ASBL Piscine Longchamp.- Adoption d'une nouvelle convention de gestion.

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. Piscine Longchamp, A.S.B.L. communale au sens de l'Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. Piscine Longchamp est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Monsieur l'Echevin Thibaud Wyngaard ;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, bureau,...) est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) »;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Piscine Longchamp ;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;
- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport ;
- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;
- les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;
- sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL Piscine Longchamp à sa plus prochaine séance ; Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

d'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Piscine Longchamp en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

VZW Zwembad Longchamp.- Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst.

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Zwembad Longchamp, gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw XX nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald schepen schepen Wyngaard;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

- Eén of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of
- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of
- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: "*De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie*"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "*Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)*";

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Zwembad Longchamp ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient tenemen en voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de voorafvastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw XX in haar eerstkomende zitting;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

- De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Zwembad Longchamp krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

9 Sport.- Octroi d'un subside exceptionnel au club "Abyss Apnea".- Année 2025

Le Conseil,

Considérant que l'école Abyss Apnea organise ses entraînements hebdomadaires d'apnée en piscine à la piscine Longchamp;

Considérant que le club Abyss Apnea se prépare à envoyer neuf de ses athlètes aux deux championnats du monde d'apnée en piscine;

Considérant que ces athlètes participeront au championnat du monde organisé par la Confédération Mondiale des Activités Subaquatiques (CMAS) en Grèce du 18 au 25 mai 2025, puis se rendront au Japon du 25 juin au 3 juillet 2025 pour le championnat du monde sous l'égide de la branche belge de la fédération AIDA;

Considérant que l'apnée en piscine est un sport amateur et que les frais associés sont entièrement supportés par les athlètes;

Considérant que l'école Abyss Apnea sollicite pour la première fois un subside afin de soutenir sa participation à ces deux événements internationaux en Grèce et au Japon;

Décide:

- au vu de la participation de cette école uccloise d'apnée en piscine à des compétitions de niveau mondial, d'accorder, sous réserve de l'approbation du budget par les autorités de tutelle, un subside exceptionnel d'un montant de 1.500 € à l'école Abyss Apnea; • de charger le collège d'appliquer cette décision.

Sport.- Toekenning van een uitzonderlijke subsidie aan de club "Abyss Apnea".- Jaar 2025.

De raad,

Overwegende dat school Abyss Apnea haar wekelijkse trainingen vrijduiken organiseert in zwembad Longchamp; Overwegende dat de club Abyss Apnea zich voorbereidt om negen van haar atleten naar de twee wereldkampioenschappen vrijduiken te sturen;
Overwegende dat deze atleten van 18 tot 25 mei 2025 deelnemen aan het wereldkampioenschap georganiseerd door de Confédération Mondiale des Activités Subaquatiques (CMAS) in Griekenland en daarna van 25 juni tot 3 juli 2025 naar Japan gaan voor het wereldkampioenschap onder de vlag van de Belgische tak van de federatie AIDA;
Overwegende dat vrijduiken een amateursport is en dat de kosten die ermee gepaard gaan volledig gedragen worden door de atleten;
Overwegende dat school Abyss Apnea voor de eerste keer een subsidie vraagt om haar deelname aan deze twee internationale evenementen in Griekenland en Japan te ondersteunen;
Beslist:

- wegens de deelname van deze Ukkelse vrijduikschool aan competities van wereldniveau, een uitzonderlijke subsidie van € 1.500 toe te kennen aan school Abyss Apnea onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid;
- het college ermee te belasten deze beslissing uit te voeren.

10 **Sport.- Octroi d'un subside d'investissement pour la réfection de la toiture de la Royale Pétanque Uccle Centre.- Année 2025**

Le Conseil,

Considérant que la Royale Pétanque Uccle Centre (RPUC) a signalé l'état désastreux de la toiture de son club, laquelle, après chaque épisode pluvieux, entraîne des inondations dans ses installations;
Considérant qu'il est impératif de procéder à la rénovation du bâtiment afin de garantir la pérennité du club, sans quoi ce dernier risque de disparaître;

Considérant que la RPUC, par sa présence et ses activités, joue un rôle clé dans le maintien des liens sociaux, en particulier avec de nombreux Ucclois, et plus particulièrement avec les seniors;

Considérant que ses installations accueillent également d'autres clubs ainsi que divers services communaux, tels que la Gilde des Archers, la Suta, Génération +, le service Seniors et le Parascolaire, qui y organisent régulièrement leurs activités;

Considérant qu'en raison de ces enjeux, la RPUC sollicite une aide financière pour la réfection de sa toiture;

Considérant que la dépense sera financée par fonds de réserve;

Considérant que le subside sera versé en plusieurs tranches en tenant compte de l'état d'avancement des travaux;

Considérant que les services communaux devront être associés au suivi du chantier;

Considérant qu'une convention à ce sujet sera établie avec la PUC et soumise au Conseil communal;

Décide :

- au vu de l'urgence de la situation de la toiture, d'accorder, sous réserve de l'approbation du budget par les autorités de tutelle, un subside d'investissement d'un montant de 100.000 € à la Royale Pétanque Uccle Centre,
- de charger le collège d'appliquer cette décision.

Sport.- Toekenning van een investeringssubsidie voor de herstelling van het dak van Royale Pétanque Uccle Centre.- Jaar 2025.

De raad,

Overwegende dat Royale Pétanque Uccle Centre (RPUC) de rampzalige staat van het dak van zijn club gemeld heeft, dat na elke regenbui overstromingen in de installaties veroorzaakt;

Overwegende dat het gebouw gerenoveerd moet worden om het voortbestaan van de club te garanderen, zo niet dreigt ze te verdwijnen;

Overwegende dat RPUC door zijn aanwezigheid en activiteiten een belangrijke rol speelt in het behoud van de sociale banden, in het bijzonder met talrijke Ukkelaars en vooral met senioren; Overwegende dat zijn installaties ook onderdak bieden aan andere clubs en aan verschillende gemeentediensten, zoals de boogschuttersgilde, de UDDL, Generatie+, de dienst Senioren en de dienst Bijschoolse Activiteiten, die er regelmatig hun activiteiten organiseren;

Overwegende dat RPUC wegens deze uitdagingen financiële bijstand vraagt voor de herstelling van het dak;

Overwegende dat de uitgave uit reservefondsen zal worden gefinancierd;

Overwegende de subsidie in verschillende termijnen zal worden uitgekeerd, afhankelijk van de voortgang van de werkzaamheden;

Overwegende dat de gemeentelijke diensten betrokken zullen moeten worden bij de opvolging van de werkzaamheden;

Overwegende dat hierover een overeenkomst met de PUC zal worden opgesteld en aan de gemeenteraad zal worden voorgelegd; Beslist:

- Wegens de hoogdringendheid van de toestand van het dak een investeringssubsidie van € 100.000 toe te kennen aan Royale Pétanque Uccle Centre, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid;
- Het college ermee te belasten deze beslissing uit te voeren.

11 Sports - Approbation de la reconduction du Règlement des Redevances d'Occupation des Centres Sportifs pour la période 2026-2028

Le Conseil,

Considérant que le Règlement des Redevances d'Occupation des Centres Sportifs, approuvé en séance du 23 juin 2022, arrive à échéance le 31 décembre 2025;

Considérant qu'en vue de la saison sportive 2025-2026, les clubs doivent recevoir, au cours du mois de juin 2025, l'accord du collège concernant la reconduction de leurs occupations et les montants y afférents, et ce, jusqu'au 30 juin 2026;

Considérant que, dans ce cadre, le service des sports soumet à l'approbation du Conseil le présent règlement, applicable à l'ensemble des infrastructures sportives communales, lequel prévoit une indexation automatique des tarifs au taux de 5% par an, et ce, les 1er janvier 2026, 2027 et 2028;

Considérant que le service des sports soumet à l'approbation du Conseil la fixation de la redevance annuelle maximale par terrain de football à 10.000 € à compter du 1er janvier 2026, montant qui sera indexé de 5 % les 1er janvier 2027 et 2028;

Considérant que le service des sports soumet également à l'approbation du Conseil le doublement du tarif horaire pour les entraînements et le triplement de ce même tarif pour les matchs, lorsque le terrain 1 du complexe de Neerstalle est occupé par une équipe composée de joueurs de plus de 18 ans d'un club professionnel;

Décide:

d'approuver la reconduction du Règlement des Redevances d'Occupation des Centres Sportifs (voir annexe n°2) et l'indexation des tarifs au taux de 5 % au 1er janvier de chaque année pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028;

de fixer la redevance annuelle maximale par terrain de football à 10.000 €, montant qui sera indexé aux 1er janvier 2027 et 2028; de doubler le tarif horaire pour les entraînements et de tripler le même tarif pour les matchs lorsqu'une équipe de joueurs de plus de 18 ans d'un club professionnel occupe le terrain 1 du complexe de Neerstalle (voir annexe n°3).

Sport - Goedkeuring van de verlenging van het reglement betreffende de bezettingsvergoedingen van de sportcentra voor de periode 2026-2028

De raad,

Overwegende dat het reglement betreffende de bezettingsvergoedingen van de sportcentra, goedgekeurd in zitting van 23 juni 2022, op 31 december 2025 verstrijkt;

Overwegende dat de clubs met het oog op het sportseizoen 2025-2026 in de loop van juni 2025 het

akkoord van het college moeten krijgen voor de verlenging van hun bezettingen en de desbetreffende bedragen, en dit tot 30 juni 2026;

Overwegende dat de Sportdienst in het kader hiervan het onderhavige reglement, dat van toepassing is op alle gemeentelijke sportinfrastructuur en voorziet in een automatische indexering van de tarieven met 5 % per jaar, en dit op 1 januari 2026, 2027 en 2028, ter goedkeuring voorlegt aan de raad;

Overwegende dat de Sportdienst de vastlegging van de jaarlijkse maximumretributie per voetbalveld op € 10.000, te rekenen vanaf 1 januari 2026, een bedrag dat met 5 % geïndexeerd wordt op 1 januari 2027 en 2028, ter goedkeuring voorlegt aan de raad;

Overwegende dat de Sportdienst de verdubbeling van het uurtarief voor trainingen en de verdrievoudiging van ditzelfde tarief voor wedstrijden wanneer terrein 1 van complex Neerstalle gebruikt wordt door een team bestaande uit spelers van 18 jaar en ouder van een professionele club ook ter goedkeuring aan de raad voorlegt;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de verlenging van het reglement betreffende de bezettingsvergoedingen van de sportcentra (zie bijlage nr 2) en aan de indexering van de tarieven met 5 % op 1 januari van elk jaar voor de periode van 1 januari 2026 tot 31 december 2028; De jaarlijkse maximumretributie per voetbalveld vast te leggen op € 10.000, een bedrag dat geïndexeerd wordt op 1 januari 2027 en 2028;

Het uurtarief te verdubbelen voor trainingen en hetzelfde tarief te verdrievoudigen voor wedstrijden wanneer een team van spelers van 18 jaar en ouder van een professionele club terrein 1 van complex Neerstalle gebruikt (zie bijlage nr 3) .

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

12 **Convention relative aux modalités de la délégation et aux engagements respectifs de l'Agence du stationnement et de la commune d'Uccle en matière de réalisation des missions de gestion et d'exploitation des équipements de stationnement vélos de longue durée en voirie et hors voirie.**

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan Régional de Politique de Stationnement;

Considérant que l'ordonnance du 6 juillet 2022 a abrogé l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que l'ordonnance du 6 juillet 2022, tout comme celle du 22 janvier 2009, a pour ambition d'harmoniser la politique du stationnement sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale en assurant la cohérence de toutes les décisions prises ou à prendre en la matière, tant par la Région que par les communes;

Considérant qu'en vertu de cette ordonnance, l'Agence a pour mission d'exécuter la politique de stationnement de la Région et d'en assurer le bon fonctionnement, qu'à cet effet, l'Agence est chargée des missions qui lui sont conférées par l'ordonnance;

Considérant que figure parmi ces missions celle relative au « développement d'une offre de parkings pour vélos, motocyclettes et vélomoteurs sécurisés, publics et couverts, adaptés aux différents besoins en la matière »;

Considérant que le PRPS a pour ambition de faire appliquer les principes énoncés dans l'ordonnance en matière de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie;

Considérant qu'en vertu de l'article 23 du PRPS, l'Agence peut accompagner l'installation de ce type de dispositif et, le cas échéant, se charger de leur installation;

Considérant qu'en vertu du PRPS, il y a lieu d'entendre par « équipements de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie » les dispositifs de type : box à vélos, consignes à vélos intérieures, consignes à vélos extérieures, locaux à vélos...; Considérant que l'accès à ces dispositifs n'est pas en libre-service;

Considérant qu'ils sont sécurisés par un système de contrôle d'accès;

Considérant que l'objectif principal de l'Agence est de proposer une gestion centralisée et homogène des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que, dans un premier temps, l'accent sera mis prioritairement sur la gestion et l'exploitation centralisée des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie existants sur le territoire des communes partenaires;

Considérant que cela n'empêchera pas l'Agence de proposer à la Commune le placement de nouveaux dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie en fonction de ses disponibilités budgétaires;

Considérant par ailleurs que la Commune reste libre de placer d'autres dispositifs de stationnement

vélo de longue durée en voirie et hors voirie sur fonds propres;

Considérant que l'Agence et la Commune souhaitent collaborer étroitement dans la détermination du lieu de placement des dispositifs de longue durée en voirie et hors voirie afin de permettre à l'Agence de remplir au mieux sa mission, conformément à l'ordonnance du 22 janvier 2009 et au PRPS;

Considérant que c'est dans ce contexte que l'Agence et la Commune définissent les modalités et leurs engagements respectifs quant aux missions de gestion et d'entretien des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie;

Considérant que la volonté des Parties est de conclure une nouvelle convention qui a pour objet le transfert à l'Agence de la propriété des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie, à charge pour celle-ci d'en assurer l'exploitation et l'entretien;

Considérant que, dans ce contexte et dans un souci de lisibilité, les Parties conviennent de conclure une nouvelle convention qui annule et remplace celle du 25 mars 2021;

Décide: d'approuver la convention en annexe.

Overeenkomst betreffende de delegatiemodaliteiten en de respectieve verbintenissen van het parkeeragentschap en van de gemeente Ukkel inzake de uitvoering van de taken op het vlak van het beheer en de exploitatie van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg.

De raad,

Gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheers modaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van 18 juli 2013 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het reglementaire luik van het gewestelijk parkeerbeleidsplan, hierna 'het besluit' of het 'GPBP';

Overwegende dat de ordonnantie van 6 juli 2022 de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap opgeheven heeft;

Overwegende dat de ordonnantie van 6 juli 2022, net zoals die van 22 januari 2009, de harmonisatie van het parkeerbeleid over het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot doel heeft, door het verzekeren van een samenhang tussen alle genomen of te nemen beslissingen ter zake, zowel door het Gewest als door de gemeenten;

Overwegende dat het Agentschap, krachtens deze ordonnantie, de opdracht heeft om het parkeerbeleid van het Gewest ten uitvoer te brengen en de goede werking ervan te verzekeren en dat het Agentschap daartoe is belast met de opdrachten die de ordonnantie eraan toevertrouwt;

Overwegende dat het GPBP tot doel heeft om de principes te doen toepassen die in de ordonnantie inzake het langdurig parkeren van fietsen op en buiten de openbare weg worden uiteengezet;

Overwegende dat het Agentschap, op grond van artikel 23 van het GPBP, de installatie van dit type van inrichting mag begeleiden en zich in voorkomend geval zelf mag bezighouden met de installatie ervan;

Overwegende dat, op grond van het GPBP, onder 'voorzieningen voor langparkeren van fietsen op en buiten de openbare weg' dient te worden verstaan: voorzieningen van het type fietsboxen, beveiligde fietsenstallingen binnen, beveiligde fietsenstallingen buiten, fietslokalen ...;

Overwegende dat de toegang tot dit type van voorzieningen niet met zelfbediening is;

Overwegende dat ze via een toegangscontrolesysteem worden beveiligd;

Overwegende dat de hoofddoelstelling van het Agentschap erin bestaat om een gecentraliseerd en homogeen beheer van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg op het niveau van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te bieden;

Overwegende dat in een eerste fase de nadruk in de eerste plaats zal worden gelegd op een gecentraliseerd beheer en dito exploitatie van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg in de partnergemeenten;

Overwegende dat dit het Agentschap niet belet om aan de gemeente voor te stellen om nieuwe fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg te installeren in functie van haar budgettaire beschikbaarheden;

Overwegende dat het de gemeente bovendien vrij staat om met eigen middelen te voorzien in andere fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg;

Overwegende dat het Agentschap en de gemeente nauw willen samenwerken bij het bepalen van de precieze locatie van de voorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg teneinde

het Agentschap toe te laten haar opdracht zo goed mogelijk te vervullen, in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 22 januari 2009 en het GPBP;

Overwegende dat het Agentschap en de gemeente in deze context de modaliteiten en hun respectieve verbintenissen vastleggen met betrekking tot de taken van beheer en onderhoud van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg;

Overwegende dat het de wil van de partijen is om een nieuwe overeenkomst te sluiten met het oog op een eigendomsoverdracht van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg aan het Agentschap, waarbij laatstgenoemde belast zal zijn met de exploitatie en het onderhoud ervan;

Overwegende dat, binnen deze context en met het oog op de leesbaarheid, de partijen overeenkomen om een nieuwe overeenkomst te sluiten die de vorige van 25 maart 2021 annuleert en vervangt;

Beslist:

de overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

13 **Police de la circulation routière - règlement général complémentaire – abrogations et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Abrogations :

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.012. Homborch, 102 (12m);

Art.5.9.1.018. Vieille rue du Moulin, 196A (6m);

Art.5.9.1.055. Vieille rue du Moulin, 294 (6m); Art.5.9.1.057.

Rue Charles Bernaerts, 26 (6m); Art.5.9.1.060. Rue du

Postillon, 31 (6m); Nouvelles dispositions :

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R. Art.4.1.2.193. Rue Groeselenberg, 202 (1-3m);

Art.4.2. Bandes de circulation et flèches de sélection

Art.4.2.1. La chaussée est divisée en bandes de circulation par des lignes blanches aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des marques de couleur blanches tracées conformément à l'art. 77.4 de l'A.R.

Art.4.2.1.4. Avenue René Gobert, au carrefour avec l'avenue de la Floride (12m);

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.134. Chaussée d'Alsemberg, 893A (6m);

Art.5.9.1.135. Rue Gabrielle, 33 (6m);

Art.5.9.1.136. Homborch, 103 (18m);

Art.5.9.1.137. Vieille rue du Moulin, 141 (6m);

Art.5.9.1.138. Rue Rittweger, 17 (6m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière.

Décide:

d'approuver les mesures susmentionnées.

Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement – intrekkingen en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de

politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere

plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de

plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;
Intrekkingen :

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.012. Homborch, 102 (12m);

Art.5.9.1.018. Oude Molenstraat, 196A (6m);

Art.5.9.1.055. Oude Molenstraat, 294 (6m);

Art.5.9.1.057. Charles Bernaertsstraat, 26 (6m);

Art.5.9.1.060. Postiljonstraat, 31 (6m); Nieuwe bepalingen :

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.193. Groeselenbergstraat, 202 (1-3m);

Art.4.2. Rijstroken en voorsorteringspijlen

Art.4.2.1. De rijbaan wordt verdeeld in rijstroken door witte lijnen op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt met witte markeringen zoals voorzien in het art. 77.4. van het K.B.

Art.4.2.1.4. René Gobertlaan, aan het kruispunt met de Floridalaan (12m);

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.134. Alsebergsesteenweg, 893A (6m);

Art.5.9.1.135. Gabriellestraat, 33 (6m);

Art.5.9.1.136. Homborch, 103 (18m);

Art.5.9.1.137. Oude Molenstraat, 141 (6m);

Art.5.9.1.138. Rittwegerstraat, 17 (6m);

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens.

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

14 Adhésion au Green Deal "Inclusive Carsharing".

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance climat du 17 juin 2021 qui inscrit la volonté de la Région Bruxelles-Capitale de respecter l'Accord de Paris sur le Climat, qui pose l'objectif de la neutralité climatique en 2050;

Vu le Plan Air, Climat et Energie 2023-2027 adopté par la Région Bruxelles-Capitale qui vise à réduire de 47 % les émissions directes de gaz à effet de serre sur son territoire d'ici 2030 par rapport à 2005 et améliorer la qualité de l'air dans la région afin de tendre vers les valeurs recommandées par l'Organisation Mondiale de la Santé d'ici 2030;

Vu la Feuille de route « Low Emission Mobility » de la Région Bruxelles-Capitale adoptée en 2022 qui identifie les voitures partagées comme une flotte cible à électrifier de manière prioritaire;

Vu l'action C11 du Plan Régional de Mobilité, approuvé en mars 2020, qui vise renforcer les services de mobilité partagée; que les axes 3: "Communiquer, sensibiliser et inciter à la multimodalité " et 4:

"Développer une stratégie de stationnement" du Plan Communal de Mobilité, approuvé en septembre 2023 qui marquent la volonté de la Commune d'Uccle à encourager l'autopartage en tant qu'outil de mobilité durable et inclusif;

Considérant le Green Deal Inclusive Carsharing initié par Bruxelles Environnement, Bruxelles-Mobilité et l'asbl Way To Go;

Considérant l'invitation faite aux entreprises, organisations, pouvoirs publics et citoyens de prendre part au Green Deal Inclusive Carsharing;

Considérant que le Green Deal Inclusive Carsharing a pour objectif de développer un carsharing inclusif et durable;

Considérant que les signataires s'engagent à définir et mettre en œuvre au moins 4 actions en faveur d'un carsharing inclusif et durable d'ici à fin 2026;

Considérant que la Commune d'Uccle s'engagerait notamment à:

- Une action de sensibilisation à l'autopartage via le magazine communal, en présentant les opérateurs d'autopartage actifs à Uccle;
- La mise en place d'un stand d'info sur l'autopartage lors de la Semaine de la Mobilité;
- Rechercher des utilisateurs d'autopartage prêts à témoigner dans le magazine communal et sur le stand d'information;
- Un échange/collaboration avec les opérateurs pour voir comment renforcer l'offre dans les quartiers où elle est encore limitée;
- Une augmentation de la proportion de voitures électriques partagées afin de promouvoir un autopartage plus durable;
- Prévoir un chapitre dédié à l'autopartage dans la brochure communale « Easy-mobility »;

Décide: d'approuver les actions à mettre en œuvre dans le cadre du Green Deal Inclusive Carsharing; de signer la charte d'engagement "Green Deal Inclusive Carsharing" jointe en annexe.

Lidmaatschap van de Green Deal "Inclusive Carsharing".

De raad,

Gelet op de klimaatordonnantie van 17 juni 2021 waarin de wens van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt uiteengezet om zich te schikken naar het Klimaatakkoord van Parijs, dat klimaatneutraliteit als doelstelling vooropstelt tegen 2050;

Gelet op het door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aangenomen Lucht-, Klimaat- en Energieplan 20232027 dat tot doel heeft de directe uitstoot van broeikasgassen op zijn grondgebied tegen 2030 met 47% te verminderen t.o.v. 2005 en de luchtkwaliteit in het gewest te verbeteren om tegen 2030 in de buurt te komen van de door de Wereldgezondheidsorganisatie aanbevolen waarden;

Gelet op het stappenplan “Low Emission Mobility” van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat in 2022 werd goedgekeurd en dat deelauto’s als prioritair te elektrificeren voertuigen aanwijst;

Gelet op actie C11 van het gewestelijk mobiliteitsplan, goedgekeurd in maart 2020, die tot doel heeft de gedeelde mobiliteitsdiensten te versterken; dat op krachtlijnen 3: “Aansporing, communicatie en sensibilisering in het kader van multimodaliteit” en 4: “Parkeerstrategie” van het gemeentelijk mobiliteitsplan, goedgekeurd in september 2023, waaruit de wens van de gemeente Ukkel blijkt om autodelen aan te moedigen als een duurzaam en inclusief mobiliteitsinstrument;

Gelet op de Green Deal Inclusive Carsharing op initiatief van Leefmilieu Brussel, Brussel Mobiliteit en vzw Way To Go;

Gezien de uitnodiging aan bedrijven, organisaties, overheden en burgers om deel te nemen aan de Green Deal Inclusive Carsharing;

Overwegende dat het doel van de Green Deal Inclusief Carsharing is om inclusief en duurzaam autodelen te ontwikkelen;

Overwegende dat de ondertekenaars zich ertoe verbinden om tegen eind 2026 minstens 4 acties te definiëren en uit te voeren ten voordele van inclusief en duurzaam autodelen;

Overwegende dat de gemeente Ukkel zich er met name toe verbindt om:

- een sensibiliseringsactie voor autodelen via het gemeenteblad waarbij de in Ukkel actieve autodeeloperators worden voorgesteld;
- het opzetten van een infostand over autodelen tijdens de Week van de Mobiliteit;
- het zoeken naar gebruikers van autodelen die bereid zijn om over hun ervaringen te praten in het gemeenteblad en op de infostand;
- een uitwisseling/samenwerking met de operators om te zien hoe het aanbod versterkt kan worden in wijken waar het nog beperkt is;
- een toename van het aandeel elektrische deelauto's om duurzamer autodelen te bevorderen; - een hoofdstuk gewijd aan autodelen opnemen in de gemeentelijke brochure “Easy-mobility”;

Beslist:

in te stemmen met de uit te voeren acties in het kader van de Green Deal Inclusief Carsharing; het bijgevoegde verbintenishandvest “Green Deal Inclusive Carsharing” te ondertekenen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Action sociale - Sociale actie

15 Octroi d’un subside à la Ferme rose pour la mise en place du projet « La Rencontre : Animaux et brunchs » - Convention.

Le Conseil,

Considérant le projet La Rencontre : lieu intergénérationnel et de socialisation pour personnes isolées (Budget estimé : 20.000 euros), lauréat du Budget participatif 2022 de la Participation citoyenne ;
Considérant la décision du Collège en séance du 2 mai 2023 de confier la mise en œuvre du projet « La Rencontre » au service de de l'Action sociale- cellule Cohésion sociale ;
Vu les attentes des porteurs de projet et les retours des votants, il a été jugé pertinent de localiser cet espace de cohésion sociale intergénérationnel dans le centre de la commune afin d'être accessible au plus grand nombre ;
Attendu que la maison de quartier 1180, lieu intergénérationnel, de vivre ensemble et de socialisation ouvert à tous les Ucclois au cœur de la commune d'Uccle, inaugurée le 8 novembre 2024, répond aux exigences du projet qui rejoignent de surcroît les valeurs de la maison de quartier ;
Attendu que le projet « La Rencontre » comprend également un volet « accueil et contact avec les animaux » ;
Vu que la maison de quartier 1180 ne dispose pas d'espace ouvert mais seulement d'espaces fermés (grande salle et cafeteria) et que des repas sont pris sur place, ce qui ne permet pas d'accueillir des animaux dans de bonnes conditions de bien-être animal et d'hygiène pour les repas ;
Attendu que dès lors il a été proposé de localiser le projet « La Rencontre » dans la maison de quartier 1180, rue Robert Scott 14, pour le volet lieu intergénérationnel et de socialisation, et à La Ferme Rose, avenue De Fré 44 à Uccle pour ce qui est de l'accueil physique des animaux ;
Vu les éléments exposés, le Collège a approuvé en date du 25/02/2025 l'octroi d'un subside de 8000 euros à la Ferme Rose pour la mise en place du volet accueil physique des animaux et organisation de brunchs en collaboration avec le service de l'Action sociale- cellule Cohésion sociale ;
Considérant qu'une convention relative à l'octroi du subside en question à La Ferme Rose est conclue avec la commune d'Uccle pour fixer les modalités de mise en place du projet « La Rencontre : Brunchs et animaux » en collaboration avec l'échevinat de l'Action sociale.
Décide :
D'approuver l'octroi d'un subside de 8.000 euros à la Ferme rose pour la mise en place du projet « La Rencontre: Animaux et brunchs » pour un public familial durant l'année 2025 (art.849/332-02/92);
D'approuver la convention fixant les modalités de mise en place de ce projet.

Toekenning van een subsidie aan het Hof ten Hove voor de uitvoering van het project "De ontmoeting: dieren en brunches" - Overeenkomst.

De raad,
Overwegende het project "De ontmoeting: intergenerationele plaats voor socialisatie voor alleenstaanden" (geraamd budget: 20.000 euro), winnaar van het Participatief budget 2022 van de dienst Burgerinspraak;
Overwegende de beslissing van het college in zitting van 2 mei 2023 om de uitvoering van het project "De ontmoeting" toe te vertrouwen aan de dienst Sociale Actie - cel Sociale Samenhang;
Gelet op de verwachtingen van de projectdragers en de feedback van de stemmers werd het relevant geacht om deze ruimte voor intergenerationele sociale samenhang te vestigen in het centrum van de gemeente zodat ze voor zo veel mogelijk mensen toegankelijk is;
Aangezien buurthuis 1180, een intergenerationele plaats voor samenleven en socialisatie die openstaat voor alle Ukkelaars in het hart van de gemeente Ukkel, ingehuldigd op 8 november 2024, voldoet aan de vereisten van het project, die bovendien samenvallen met de waarden van het buurthuis; Aangezien het project "De ontmoeting" ook een luik "opvang van en contact met de dieren" omvat; Aangezien buurthuis 1180 niet over een open ruimte maar enkel over afgesloten ruimtes (grote zaal en cafetaria) beschikt en er ter plaatse maaltijden genuttigd worden, wat het niet mogelijk maakt dieren op te vangen in gunstige omstandigheden voor het dierenwelzijn en in hygiënische omstandigheden voor de maaltijden;
Aangezien bijgevolg voorgesteld werd het project "De ontmoeting" te vestigen in buurthuis 1180,

Robert Scottstraat 14, voor het intergenerationeel en socialiserend luik en in het Hof ten Hove, De Frélaan 44 te Ukkel, voor de fysieke opvang van de dieren;

Gelet op de uiteengezette elementen heeft het college op 25/02/2025 de toekenning van een subsidie van 8.000 euro aan het Hof ten Hove goedgekeurd voor de uitvoering van het luik fysieke opvang van de dieren en organisatie van brunches in samenwerking met de dienst Sociale Actie - cel Sociale Samenhang;

Overwegende dat er een overeenkomst voor de toekenning van de subsidie in kwestie aan het Hof ten Hove gesloten wordt met de gemeente Ukkel om de uitvoeringsmodaliteiten van het project "De ontmoeting: dieren en brunches", in samenwerking met de dienst Sociale Actie, te bepalen;

Aangezien de subsidie van 8.000 euro vastgelegd wordt op begrotingsartikel 849/332-02/92;

Beslist:

De toekenning van een subsidie van 8.000 euro aan het Hof ten Hove voor de uitvoering van het project "De ontmoeting: dieren en brunches" voor een familiaal publiek in 2025 goed te keuren (art.849/332-02/92);

De overeenkomst die de uitvoeringsmodaliteiten van dit project bepaalt goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

16 **Participation citoyenne.- Subside « Coup de Pouce projet citoyen ».- Subsidies aux organismes au service des ménages.- Modification du règlement et du formulaire 2025.**

Le Conseil,

Attendu qu'un Subside Coup de pouce projet citoyen a été lancé dans la commune en 2019 avec pour objectif de mettre à disposition une enveloppe budgétaire destinée aux projets citoyens dans le but d'améliorer le cadre de vie des Ucclois et renforcer les liens entre habitants dans un contexte de développement durable;

Attendu que depuis son lancement, le Subside Coup de Pouce a permis de soutenir plus de 80 projets présentés par des comités de quartiers, des groupements de citoyens, des associations de fait ou encore des A.S.B.L dans le cadre du règlement adopté en conseil communal du 26 septembre 2019;

Attendu que le service participation citoyenne prévoit que ce subside consiste en un appel ouvert toute l'année jusqu'à épuisement de l'enveloppe ;

Attendu que le règlement et le formulaire modifiés annexés incluent des modifications prenant en compte ces considérants et apportent des clarifications sur les thématiques concernées par le dispositif, les conditions d'octroi des subsides, le budget des projets et les coûts éligibles ;

Décide:

d'adopter le règlement et formulaire du subside coup de pouce modifiés tels que joints en annexe.

/

Burgerinspraak.- Subsidie "Ondersteuning burgerproject".- Subsidies aan organisaties ten dienste van gezinnen.- Wijziging van het reglement en van het formulier. 2025.

De Raad,

Aangezien in 2019 in de gemeente een subsidie Ondersteuning burgerproject gelanceerd werd met als doel begrotingsmiddelen beschikbaar te stellen voor burgerprojecten om de leefomgeving van de Ukkelaars te verbeteren en de banden tussen de bewoners te versterken in een streven naar duurzame ontwikkeling;

Aangezien de ondersteuningssubsidie sinds haar lancering het mogelijk gemaakt heeft 80 projecten te ondersteunen die door wijkcomités, burgergroeperingen, feitelijke verenigingen of vzw's voorgesteld werden in het kader van het reglement dat op 26 september 2019 goedgekeurd werd door de gemeenteraad;

Aangezien de dragers de duurzaamheidsfactoren, de collectieve en participatieve dimensie en een gedetailleerd budget met het bedrag en de aard van elke overwogen uitgave moeten aantonen om deze categorie van de subsidie te verkrijgen;

Aangezien het bijgevoegde gewijzigde reglement en formulier wijzigingen bevatten die rekening houden met deze overwegingen en verduidelijkingen bieden over de thema's die bij de voorziening betrokken zijn, de toekenningsvoorwaarden van de subsidies, het budget van de projecten en de kosten die in aanmerking komen;

Beslist:

Het gewijzigde reglement en formulier van de ondersteuningssubsidie zoals in de bijlage goed te keuren.

/

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Service vert - Groendienst

17 Rapport final du projet Carbone : prise de connaissance

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 28 janvier 2021, l'Assemblée a approuvé la Convention relative à l'octroi d'un subside de 250.855,00 € dans le cadre du programme « Experimental Platforms 2020 » d'Innoviris pour entreprendre le projet « Carbone : Recircularisation des déchets végétaux bruxellois »;

Considérant que la Commune d'Uccle, via le Service vert, a participé de 2021 à 2024 à ce projet qui entendait expérimenter des techniques de recircularisation des flux de matières végétales (feuilles, tontes, tailles et branchages, gros bois – anciennement appelés « déchets verts ») au sein de plusieurs administrations communales bruxelloises (Anderlecht, Saint-Gilles, Uccle, Woluwe-Saint-Pierre) ainsi que Bruxelles Mobilité;

Considérant que ces expérimentations ont permis à ces acteurs d'adopter de nouvelles pratiques afin de reprendre en main la collecte et le traitement de leurs matières végétales en réduisant l'export des

matières végétales et en valorisant localement ces matières, produisant des bénéfices environnementaux, sociaux et économiques;

Vu le rapport final du projet Carbone et ses annexes, faisant la synthèse des résultats des nouvelles pratiques adoptées et proposant une évaluation des effets des expérimentations;

Considérant que les principales conclusions du rapport pour la commune d'Uccle sont les suivantes :

- La mise en place du mulching, une technique de tonte qui déchiquette l'herbe en petits morceaux et la laisse se décomposer sur place, au cimetière de Verrewinkel et la généralisation de la pratique dans les espaces verts a permis d'augmenter la part de pelouses mulchées de 26% à 70%. 21% des pelouses sont laissés en zone de fauchage tardif ou de développement spontané et, désormais, les tontes de seules quelques pelouses sont encore ramassées et exportées.

- Le broyat de tailles d'arbustes, haies et arbres a continué à être mis en paillage sous les massifs arbustifs et les pieds d'arbres ou redistribué aux services communaux et aux citoyen(ne)s. Le volume de broyat produit a été optimisé via l'acquisition de nouvelles machines permettant de broyer l'ensemble des tailles (dont de plus grandes branches). Une procédure interne de valorisation du broyat et un règlement public de distribution de celui-ci pour les citoyen(ne)s (composts de quartier, potagers collectifs, particuliers) ont été adoptés pour répartir celui-ci de manière plus équitable et transparente.

- Une étude juridique a été entamée pour évaluer la possibilité de récupérer le broyat d'élagueurs et opérateurs privés.

- Des prototypes de mobilier urbain (table et banc) ont été conçus, avec l'accompagnement d'un cabinet de design de produits et d'un menuisier, afin de produire ces mobiliers par les équipes communales avec du bois d'abattage issus des espaces verts ucclois.

- Un mésocompost, un site de compostage permettant de gérer des volumes importants de matières, a été installé au cimetière de Saint-Gilles pour gérer les matières végétales non valorisées par les autres dispositifs, avec une capacité de production jusqu'à 25 tonnes de compost, qui est utilisé sur les espaces verts communaux, remplaçant ainsi l'achat de terreau ou de compost.

- Une convention de partage des machines nécessaires à la gestion du mésocompost a été adoptée entre les communes d'Uccle, Saint-Gilles et Woluwe-Saint-Pierre;

Considérant dès lors que le projet Carbone a permis à la commune de mettre en place des pratiques pour valoriser la majeure partie des matières végétales, avec des bénéfices en terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre (réduction de l'export de déchets), d'amélioration de la qualité et fertilisation du sol (mulching, paillage du broyat), de réduction des coûts d'achats de matières premières et de fournitures (terreau, copeaux, mobilier urbain), entre autre;

Décide : de prendre connaissance du rapport final du projet

Carbone.

Eindverslag van het Carbone-project: kennisneming

De raad,

Overwegende dat de vergadering in zitting van 28 januari 2021 de overeenkomst voor de toekenning van een subsidie van € 250.855,00 in het kader van het programma "Experimental Platforms 2020" van Innoviris goedgekeurd heeft om het project "Carbone: hergebruik van het Brusselse groenafval" te ondernemen;

Overwegende dat de gemeente Ukkel, via de Groendienst, van 2021 tot 2024 deelgenomen heeft aan dit project, dat wou experimenteren met technieken om de stromen plantaardig materiaal (bladeren, gras, takken, ruw hout - vroeger "groenafval" genaamd) opnieuw in circulatie te brengen binnen verschillende Brusselse gemeentebesturen (Anderlecht, Sint-Gillis, Ukkel en Sint-Pieters-Woluwe) en Brussel Mobiliteit;

Overwegende dat deze actoren dankzij deze experimenten nieuwe praktijken konden aannemen om de ophaling en de verwerking van hun plantaardig materiaal over te nemen door de export van het plantaardig materiaal te beperken en dit materiaal lokaal op te waarderen, wat leidde tot milieukundige, sociale en economische voordelen;

Gelet op het eindverslag van het Carbone-project en de bijlagen erbij, dat de resultaten van de nieuwe aangenomen praktijken samenvat en een beoordeling van de gevolgen van de experimenten voorstelt;

Overwegende dat de voornaamste conclusies van het verslag voor de gemeente Ukkel de volgende zijn:

- De invoering van mulching, een maaitechniek die het gras in kleine stukjes maalt en het ter plaatselaat ontbinden, op de begraafplaats van Verrewinkel en de veralgemening van de praktijk in de groene ruimtes maakte het mogelijk het aandeel gemulchte grasperken te verhogen van 26 naar 70 %. 21 % van de grasperken werd als een zone met laattijdig maaien of met spontane begroeiing gelaten en voortaan wordt het gras van slechts enkele grasperken nog opgeraapt en geëxporteerd.

- Het haksel van het snoeien van struiken, hagen en bomen bleef als onderlaag onder de struikmassieven en in de boomspiegels gelegd worden of herverdeeld worden aan de gemeentediensten en de burgers. Het volume geproduceerd haksel werd geoptimaliseerd via de aankoop van nieuwe machines waarmee al het snoeiafval (waaronder grotere takken) gehakseld kan worden. Er werden een interne procedure voor de opwaardering van het haksel en een openbaar reglement voor de verdeling ervan aan de burgers (wijkcomposten, collectieve moestuinen, particulieren) aangenomen om het eerlijker en transparanter te verdelen.

- Er werd een juridische studie opgestart om de mogelijkheid te bekijken om het haksel van privésnoeiers en -operatoren terug te winnen.

- Er werden prototypes van stadsmeubilair (tafel en bank) ontworpen, met begeleiding van een designbureau van producten en een schrijnwerker, om dit meubilair door de gemeentelijke teams te laten vervaardigen met rooihout afkomstig van de Ukkelse groene ruimtes.

- Er werd een mesocompost, een compostsite waarmee grote volumes beheerd kunnen worden, opgezet op de begraafplaats van Sint-Gillis om het plantaardig materiaal te beheren dat niet opgewaardeerd wordt door de andere voorzieningen, met een productiecapaciteit tot 25 ton compost, dat gebruikt wordt in de gemeentelijke groene ruimtes en zo de aankoop van teelaarde of compost vervangt.

- Er werd een overeenkomst voor het delen van de nodige machines voor het beheer van de mesocompost aangenomen tussen de gemeentes Ukkel, Sint-Gillis en Sint-Pieters-Woluwe;

Overwegende bijgevolg dat het Carbone-project ervoor gezorgd heeft dat de gemeente praktijken kon invoeren om het grootste deel plantaardig materiaal op te waarderen, met voordelen op vlak van onder andere minder uitstoot van broeikasgassen (minder export van afval), verbetering van de kwaliteit en bemesting van de bodem (mulching, uitspreiding van het haksel) en minder kosten voor de aankoop van grondstoffen en toebehoren (teelaarde, houtsnippers, stadsmeubilair);

Beslist:

Kennis te nemen van het eindverslag van het Carbone-project.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

18 Département Affaires éducatives - Enseignement communal - Ecoles du Homborch (Petite et Grande Sections) - Projet école - Immersion

Le Conseil,

Attendu que les écoles du Homborch (petite et grande sections) ont engagé un projet d'enseignement immersion en néerlandais depuis 2008 ;

Que l'école compte 3 classes par année ce qui complique la répartition des périodes entre les titulaires et les cours en néerlandais et en français ;

Que l'organisation pratique de l'école (section primaire) a été soumise à de nombreuses variations ces dernières années afin de maintenir l'immersion malgré les départs et absences successives ;

Que, malgré les difficultés rencontrées, la Fédération Wallonie Bruxelles, par la voix du délégué au contrat d'objectifs (DCO / Plan de pilotage) souligne la qualité de l'engagement et de l'investissement professionnel de l'équipe pédagogique de l'école du Homborch ;

Que celle-ci a pour ambition de poursuivre plus avant le développement des compétences langagières des élèves en néerlandais et de consacrer le temps nécessaire à l'accompagnement des élèves tant en français qu'en néerlandais ;

Que ce type de compétences doit se faire avec une approche la plus stable ;

Qu'il apparaît que la répartition entre l'enseignement dispensé en néerlandais et celui en français ne peut être maintenue à une hauteur de 50 % depuis plusieurs années ;

Que pour que l'assimilation du néerlandais se passe de façon plus ludiques et moins scolaire

- les cours d'éducation physique sont donnés en néerlandais ;
- des cours de théâtre en néerlandais sont intégrés dans les plages horaires ;
- de nombreuses visites sont planifiées en Flandre (Antwerpen, Gent, Brugge, ...) ;
- des partenariats sont élaborés avec « De Mollie » ;
- des visites à la bibliothèque néerlandophone sont prévues ;

Vu que le barème salarial est plus attractif en Flandre et que des primes sont offerts dans certains PO francophones cela entraîne ;

- Que la fonction d'instituteur disposant des titres pour enseigner en néerlandais est en pénurie sévère ;
- Que plusieurs enseignants néerlandophones n'ont pas le titre requis ;

Vu que cette pénurie risque encore s'aggraver avec l'allongement des études d'instituteur primaire à 4 ans (pas de diplômés bachelier instituteur en 26/27 et l'élargissement de l'obligation d'enseigner le néerlandais en Wallonie ;

Vu que les moyens mis à disposition de l'école par la Fédération Wallonie-Bruxelles sont insuffisants pour garantir un fonctionnement par rapport aux besoins spécifiques d'une école en immersion ;

Que l'immersion fait l'objet de suspensions régulières au motif de la pénurie sévère de professeurs disposant des titres pour enseigner en néerlandais ;

Que ces modifications et adaptations imposées par des contingences extérieures à l'équipe créent une situation instable qui impacte l'organisation mais également le pédagogique ;

Que cette instabilité suscite des inquiétudes auprès des parents mais également auprès des professeurs ;

Que cette inquiétude provoque le départ d'élèves mais également de professeurs (francophones comme néerlandophones) ;

Que la qualité de notre enseignement doit absolument être préservée ;

Qu'il est impératif de maintenir ce projet d'apprentissage en immersion, pilier essentiel dont l'impact positif justifie pleinement son développement.

Qu'il convient dès lors de définir un cadre structurel le plus pérenne et stable possible sur lequel l'équipe pédagogique puisse se baser pour continuer à construire le projet d'établissement ;

Que cette organisation doit viser à une meilleure répartition du travail, une planification plus efficace et équilibrée des horaires au bénéfice des élèves ;

Que ce cadre a fait l'objet d'une réflexion approfondie avec l'équipe éducative, les directions, le service de l'Education et l'Echevin.

Que plusieurs modèles d'organisation ont été proposés par l'équipe pédagogique et ont fait l'objet d'une concertation finale rassemblant tous les enseignants de l'école, les directions, Mme GOLLESCOT, Echevin, M. Philippe WARGNIES, Inspecteur pédagogique et M. Philippe REGNAULT, coordinateur scolaire ;

Que la proposition retenue peut être résumée comme suit :

- Les classes de P1 et P2, seront organisées dans un dispositif avec 3 professeurs (1 francophone pour 16 périodes et 1 néerlandophone pour 8 périodes + 1 professeur d'éducation physique néerlandophone pour 2 périodes).

- Les classes de P3 à P4 seront organisées dans un dispositif avec 3 professeurs (1 francophone pour 17 périodes et 1 néerlandophone pour 8 périodes + 1 professeur d'éducation physique néerlandophone pour 2 périodes).

Que le professeur francophone enseignera à une classe et complètera son horaire par de l'accompagnement personnalisé et que le professeur néerlandophone donnera cours aux 3 classes de la même année scolaire.

- Les classes de P5 et P6 seront organisées dans un dispositif dit de co-titulariat : 4 professeurs (2 francophones et 1 néerlandophone + 1 professeur d'éducation physique néerlandophone pour 2 périodes

en P3/P4 et 3 périodes en P5/P6) chargés respectivement d'une matière spécifique qu'elle/il donnera dans les 3 classes de la même année scolaire. Ce dispositif permet également de préparer les élèves au rythme des secondaires.

16 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P1A Instit. A fr Instit. D ndls	P1B Instit. B fr Instit. D ndls	P1C Instit. C fr Instit. D ndls
16 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P2A Instit. E fr Instit. H ndls	P2B Instit. F fr Instit. H ndls	P2C Instit. G fr Instit. H ndls
17 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P3A Instit. I fr Instit. L ndls	P3B Instit. J fr Instit. L ndls	P3C Instit. K fr Instit. L ndls
17 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P4A Instit. M fr Instit. P ndls	P4B Instit. N fr Instit. P ndls	P4C Instit. O fr Instit. P ndls
8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 3 p. EP ndls	P5A Instit. Q fr Instit. R fr Instit. S ndls	P5B Instit. Q fr Instit. R fr Instit. S ndls	P5C Instit. Q fr Instit. R fr Instit. S ndls
8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 3 p. EP ndls	P6A Instit. T fr Instit. U fr Instit. V ndls	P6B Instit. T fr Instit. U fr Instit. V ndls	P6C Instit. T fr Instit. U fr Instit. V ndls

Que le modèle proposé permet de maintenir la répartition de l'immersion de la manière suivante :

- P1 à P2 = 38,5 %

- P3 à P4 = 37 %

- P5 à P6 = 40,7 %

Qu'en outre, il permet :

- De fonctionner sans solliciter de moyens financiers supplémentaires ;

-d'atténuer les risques liés à la pénurie des professeurs en fonctionnant avec 6 enseignantsnéerlandophones ;

-De renforcer la collaboration entre les professeurs au travers des périodes libérées par les professeurs francophones en P1, P2, P3 et P4 pour les périodes accompagnement personnalisés ;

-De laisser plus temps structurel (moins de morcellement) pour asseoir les apprentissages en P1, P2, P3 et P4 ;

-D'éviter les changements de locaux intempestifs pour les élèves (perte de temps et de repères) Décide,

D'adapter la répartition du volume des apprentissages donnés dans les deux langues tel que présenté dans le tableau ci-dessous

16 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P1A Institut. A fr Institut. D ndls	P1B Institut. B fr Institut. D ndls	P1C Institut. C fr Institut. D ndls
16 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P2A Institut. E fr Institut. H ndls	P2B Institut. F fr Institut. H ndls	P2C Institut. G fr Institut. H ndls
17 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P3A Institut. I fr Institut. L ndls	P3B Institut. J fr Institut. L ndls	P3C Institut. K fr Institut. L ndls
17 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P4A Institut. M fr Institut. P ndls	P4B Institut. N fr Institut. P ndls	P4C Institut. O fr Institut. P ndls
8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 3 p. EP ndls	P5A Institut. Q fr Institut. R fr Institut. S ndls	P5B Institut. Q fr Institut. R fr Institut. S ndls	P5C Institut. Q fr Institut. R fr Institut. S ndls
8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 3 p. EP ndls	P6A Institut. T fr Institut. U fr Institut. V ndls	P6B Institut. T fr Institut. U fr Institut. V ndls	P6C Institut. T fr Institut. U fr Institut. V ndls

Gemeenteonderwijs - Departement Educatieve Zaken - Homborchscholen (kleine en grote afdeling) - schoolproject - immersie

De raad,

Aangezien Homborchscholen (kleine en grote afdeling) sinds 2008 betrokken zijn bij een project van immersieonderwijs in het Nederlands;

Aangezien de school 3 klassen per jaar telt, wat de verdeling van de periodes tussen de leerkrachten en de klassen in het Nederlands en het Frans bemoeilijkt;

Aangezien de praktische organisatie van de school (lagere afdeling) de laatste jaren talrijke wijzigingen heeft ondergaan om de immersie te behouden ondanks opeenvolgende vertrekken en afwezigheden;

Aangezien, ondanks de ondervonden moeilijkheden, de Federale Wallonië-Brussel, via de afgevaardigde voor het doelstellingencontract (DCO / Pilotplan) de kwaliteit van de inzet en de professionele investering van het onderwijsteam van de Homborchschool benadrukt;

Aangezien het haar ambitie is om de taalvaardigheid van de leerlingen in het Nederlands verder te ontwikkelen en de nodige tijd te besteden aan de ondersteuning van leerlingen in zowel het Frans als het Nederlands;

Aangezien dit type vaardigheden ontwikkeld moet worden met de meest stabiele aanpak;

Aangezien blijkt dat de verdeling tussen onderwijs in het Nederlands en onderwijs in het Frans al enkele jaren niet meer op 50% wordt gehouden;

Aangezien, om de assimilatie van het Nederlands leuker en minder academisch te maken

- lichamelijke opvoeding in het Nederlands wordt gegeven;
- theaterlessen in het Nederlands worden geïntegreerd in het lesrooster;
- er talrijke bezoeken gepland zijn aan Vlaanderen (Antwerpen, Gent, Brugge ...);
- er samenwerkingsverbanden zijn opgezet met 'De Mollie';
- er bezoeken aan de Nederlandstalige bibliotheek zijn gepland;

Aangezien de loonschaal in Vlaanderen aantrekkelijker is en er in bepaalde Franstalige OM's premies worden aangeboden, wat betekent dat;

- er een groot tekort is aan leerkrachten met de nodige kwalificaties om les te geven in het Nederlands;
- veel Nederlandstalige leerkrachten niet over de vereiste kwalificaties beschikken;

Aangezien dit tekort waarschijnlijk nog zal toenemen door de verlenging van de lerarenopleiding lager onderwijs tot 4 jaar (geen afgestudeerde baccalaureaten in 26/27 en de uitbreiding van de verplichting om Nederlands te onderwijzen in Wallonië);

Aangezien de middelen die de Federatie Wallonië-Brussel ter beschikking stelt van de school onvoldoende zijn om de werking ervan te garanderen in overeenstemming met de specifieke behoeftes van een immersieschool;

Aangezien de immersie regelmatig wordt opgeschort wegens het ernstige tekort aan leerkrachten die gekwalificeerd zijn om in het Nederlands les te geven;

Aangezien deze veranderingen en aanpassingen, opgelegd door onvoorziene omstandigheden buiten het team, een onstabiele situatie creëren die niet alleen een impact heeft op de organisatie maar ook op de pedagogie;

Aangezien deze instabiliteit zowel ouders als leerkrachten zorgen baart;

Aangezien deze ongerustheid leidt tot het vertrek van zowel leerlingen als leerkrachten (Franstalig en Nederlandstalig);

Aangezien de kwaliteit van ons onderwijs absoluut behouden moet blijven;

Aangezien het absoluut noodzakelijk is om dit immersieproject te behouden, een essentiële pijler waarvan de positieve impact de ontwikkeling volledig rechtvaardigt.

Aangezien het daarom noodzakelijk is om een zo permanent en stabiel mogelijk structureel kader te definiëren waarop het onderwijsteam zich kan baseren om verder te bouwen aan het schoolproject;

Aangezien deze organisatie gericht moet zijn op een betere werkverdeling en een efficiëntere en evenwichtigere planning van de roosters ten bate van de leerlingen;

Aangezien dit kader het onderwerp is geweest van diepgaande besprekingen met het onderwijsteam, de directies, de dienst Opvoeding en de schepen.

Aangezien verschillende organisatievormen werden voorgesteld door het pedagogisch team en het voorwerp uitmaakten van een laatste raadpleging waarbij alle leerkrachten van de school, de directies, mevrouw GOL-LESCOT, schepen, de heer Philippe WARGNIES, onderwijsinspecteur, en de heer Philippe REGNAULT, schoolcoördinator, betrokken waren;

Aangezien het aangenomen voorstel als volgt kan worden samengevat:

- De klassen P1 en P2 zullen worden georganiseerd in een systeem met 3 leerkrachten (1 Franstalige leerkracht voor 16 periodes en 1 Nederlandstalige leerkracht voor 8 periodes + 1 Nederlandstalige leerkracht lichamelijke opvoeding voor 2 periodes).
- De klassen P3 en P4 zullen worden georganiseerd in een systeem met 3 leerkrachten (1 Franstalige leerkracht voor 17 periodes en 1 Nederlandstalige leerkracht voor 8 periodes + 1 Nederlandstalige leerkracht lichamelijke opvoeding voor 2 periodes).

Aangezien de Franstalige leerkracht les zal geven aan één klas en zijn lesrooster aanvult met individuele begeleiding en de Nederlandstalige leerkracht les zal geven aan 3 klassen in hetzelfde schooljaar.

- De P5- en P6-klassen worden georganiseerd in een zogenaamd co-teaching systeem: 4 leerkrachten (2 Franstalige en 1 Nederlandstalige + 1 Nederlandstalige leerkracht lichamelijke opvoeding voor 2 periodes in P3/P4 en 3 periodes in P5/P6) elk verantwoordelijk voor een

specifiek vak dat hij/zij zal onderwijzen in de 3 klassen van hetzelfde schooljaar. Deze regeling bereidt de leerlingen ook voor op het ritme van de middelbare school.

16 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P1A Instit. A fr Instit. D ndls	P1B Instit. B fr Instit. D ndls	P1C Instit. C fr Instit. D ndls
16 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P2A Instit. E fr Instit. H ndls	P2B Instit. F fr Instit. H ndls	P2C Instit. G fr Instit. H ndls
17 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P3A Instit. I fr Instit. L ndls	P3B Instit. J fr Instit. L ndls	P3C Instit. K fr Instit. L ndls
17 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P4A Instit. M fr Instit. P ndls	P4B Instit. N fr Instit. P ndls	P4C Instit. O fr Instit. P ndls
8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 3 p. EP ndls	P5A Instit. Q fr Instit. R fr Instit. S ndls	P5B Instit. Q fr Instit. R fr Instit. S ndls	P5C Instit. Q fr Instit. R fr Instit. S ndls
8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 3 p. EP ndls	P6A Instit. T fr Instit. U fr Instit. V ndls	P6B Instit. T fr Instit. U fr Instit. V ndls	P6C Instit. T fr Instit. U fr Instit. V ndls

Aangezien het voorgestelde model het mogelijk maakt om de verdeling van de immersie als volgt te handhaven:

- P1 à P2 = 38,5 %
- P3 à P4 = 37 %
- P5 à P6 = 40,7 %

Dat het ook mogelijk maakt:

- te functioneren zonder extra financiële middelen nodig te hebben;
- de risico's in verband met het lerarentekort te beperken door te werken met 6 Nederlandstalige leerkrachten;
- de samenwerking tussen leerkrachten te versterken door periodes vrij te maken voor individuele ondersteuning door Franstalige leerkrachten in P1, P2, P3 en P4;
- meer structurele jd (minder versnippering) te hebben om het leren in P1, P2, P3 en P4 te consolideren;
- te voorkomen dat leerlingen onnodig van lokaal moeten veranderen (verlies van jd en referentiepunten).

Beslist,

De verdeling van het leervolume in de twee talen aan te passen zoals weergegeven in de onderstaande tabel

16 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P1A Instit. A fr Instit. D ndls	P1B Instit. B fr Instit. D ndls	P1C Instit. C fr Instit. D ndls
16 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P2A Instit. E fr Instit. H ndls	P2B Instit. F fr Instit. H ndls	P2C Instit. G fr Instit. H ndls
17 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P3A Instit. I fr Instit. L ndls	P3B Instit. J fr Instit. L ndls	P3C Instit. K fr Instit. L ndls
17 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P4A Instit. M fr Instit. P ndls	P4B Instit. N fr Instit. P ndls	P4C Instit. O fr Instit. P ndls

8 p. Inst.fr.	P5A	P5B	P5C
8 p. Inst.fr.	Instit. Q fr	Instit. Q fr	Instit. Q fr
8 p. Inst.ndls	Instit. R fr	Instit. R fr	Instit. R fr
3 p. EP ndls	Instit. S ndls	Instit. S ndls	Instit. S ndls
8 p. Inst.fr.	P6A	P6B	P6C
8 p. Inst.fr.	Instit. T fr	Instit. T fr	Instit. T fr
8 p. Inst.ndls	Instit. U fr	Instit. U fr	Instit. U fr
3 p. EP ndls	Instit. V ndls	Instit. V ndls	Instit. V ndls

DÉPARTEMENT ÉTAT CIVIL - DEPARTEMENT BURGERLIJKE STAND

État civil - Burgerlijke stand

19 Etat civil - Lieu de célébration des mariages – désignation du CAU et de la Maison des Arts d'Uccle

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu que l'article 165/1 du Code civil précise que « le Conseil communal peut désigner, sur le territoire de la commune, d'autres lieux publics à caractère neutre, dont la commune a l'usage exclusif, pour célébrer les mariages et ce y compris les dimanches et jours fériés » ;

Vu l'engouement croissant d'une partie des citoyens ucclois pour le déroulement de la cérémonie dans un cadre moderne tel que celui du Centre Administratif Ucclois (CAU) ;

Vu toutefois les contraintes financières que cela ferait peser sur le budget communal, la possibilité d'organiser des cérémonies de mariage au CAU ne sera admise que du lundi au vendredi et à l'exclusion des jours fériés.

Vu enfin la possibilité de célébrer les mariages à la Maison des Arts d'Uccle.

Décide ;

- de désigner le Centre Administratif sis Rue de Stalle 77 ainsi que la Maison des Arts d'Uccle sis Rue du Doyenné 102 à Uccle, comme lieux de célébration des mariages ;
- d'approuver les modifications au règlement redevances sur les cérémonies de mariage, délibéré par le Conseil Communal en séance du 15 décembre 2022.

Burgerlijke stand - Plaats van voltrekking van huwelijken - aanwijzing van de CAU en van het Kunstenhuis van Ukkel

De raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Aangezien artikel 165/1 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt: "kan de gemeenteraad op het grondgebied van de gemeente andere openbare plaatsen met een neutraal karakter, waarvan de gemeente het exclusief gebruik heeft, aanwijzen om huwelijken te voltrekken, inclusief op zon- en feestdagen";

Gelet op de toenemende begeerte van een deel van de Ukkelse burgers voor het verloop van de plechtigheid in een modern kader zoals dat van het Administratief Centrum van Ukkel (ACU);

Gelet echter op de financiële moeilijkheden die dat zou drukken op de gemeentebegroting wordt de mogelijkheid om huwelijksplechtigheden in het ACU te organiseren slechts toegestaan van maandag tot vrijdag en niet op feestdagen;

Gelet ten slotte op de mogelijkheid om huwelijken te voltrekken in het Kunstenhuis Ukkel.

Beslist:

- het Administratief Centrum in de Stallestraat 77 evenals het Kunstenhuis van Ukkel in Dekenijstraat 102 te 1180 Ukkel aan te wijzen als locaties om huwelijken te voltrekken; de
- wijzigingen aan het vergoedingsreglement voor huwelijksplechtigheden, beraadslaagd door de gemeenteraad in zitting van 15 december 2022, goed te keuren.

20 Règlement-redevance pour les cérémonies de mariage - Modification

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 165/1 de l'ancien Code civil relatif à la célébration des mariages suivant lequel le mariage doit avoir lieu à la maison communale;

Vu que ce même article prévoit la possibilité pour le Conseil communal de désigner, sur le territoire de la commune, d'autres lieux publics à caractère neutre, dont la commune a l'usage exclusif, pour célébrer les mariages;

Vu qu'en sa séance du 19 janvier 2017, le Conseil communal a désigné le théâtre de verdure du Wolvendael comme lieu de célébration officiel des mariages ;

Vu que cette même instance, en sa séance du 24 mars 2022 a désigné le bâtiment situé place Jean Vander Elst, 29 à 1180 Uccle, comme lieu de célébration des mariages y compris les dimanches et jours fériés ;

Vu que le Conseil communal a également désigné le Centre Administratif d'Uccle sis Rue de Stalle 77 à 1180 Uccle en sa séance du 24 avril 2025, comme lieu de célébration des mariages à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés ;

Vu enfin que le Conseil communal a également désigné la Maison des Arts d'Uccle sis Rue du Doyenné, 102 à 1180 Uccle en sa séance du 24 avril 2025, comme lieu de célébration des mariages

Vu le règlement-redevance pour les cérémonies de mariage, délibéré par le Conseil communal le 15 décembre 2022;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter ce règlement-redevance prenant cours le 1er janvier 2023, comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi à partir du 1^{er} janvier 2023 une nouvelle redevance communale sur les cérémonies de mariage.

Article 2

Les cérémonies de mariage au Centre Administratif d'Uccle ne seront pas organisées les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 3

Tenant compte de l'exclusion formulée à l'article 2, les mariages sont célébrés :

Gratuitement

1. Tous les samedis matin;
2. Les 1^{er} vendredi du mois (matin, après-midi et soirée);
3. Les 1^{er} samedi du mois (matin, après-midi et soirée);
4. Les 3^{ème} vendredi du mois (matin).
5. Le 1^{er} dimanche du mois (matin)
6. Au Théâtre de Verdure du parc de Wolvendael le premier samedi du mois

Moyennant une redevance unique de 260 € :

1. Les lundis, mardis, mercredis, et jeudis (matin et après-midi);
2. Le 2ème vendredi du mois (matin et après-midi);
3. Le 3ème vendredi du mois (après-midi);
4. Les 4ème et 5ème vendredis du mois (matin, après-midi et soirée);
5. Les 4ème et 5ème samedis du mois (après-midi et soirée);
6. Le dernier dimanche du mois (matin);
7. Au Théâtre de Verduure du parc de Wolvendael le dernier samedi du mois

Article 4

La redevance est due au comptant lors de la déclaration de mariage ou, au plus tard, dans les 15 jours qui précèdent la date fixée pour la cérémonie. Le paiement s'effectuera entre les mains du receveur communal, de ses préposés ou aux agents régulièrement mandatés à cet effet.

Article 5

Sauf empêchement dûment justifié, la redevance due lors de la déclaration du mariage n'est plus récupérable à partir de la quinzaine qui précède la date fixée pour la cérémonie.

Article 6

A défaut de règlement amiable, le recouvrement de la redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou le cas échéant, par la voie judiciaire.

Article 7

Le présent règlement modifie au 24 avril 2025 le règlement-redevance pour les cérémonies de mariage, délibéré par le Conseil communal le 15 décembre 2022.

Vergoedingsreglement voor huwelijksplechtigheden - Wijziging

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 165/1 van het oude Burgerlijk Wetboek betreffende de huwelijksplechtigheid, dat bepaalt dat het huwelijk voltrokken moet worden in het gemeentehuis;

Aangezien ditzelfde artikel de mogelijkheid voorziet voor de gemeenteraad om op het gemeentelijk grondgebied andere openbare plaatsen met neutraal karakter, waarvan de gemeente het exclusieve gebruiksrecht heeft, aan te wijzen om huwelijken te voltrekken;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 19 januari 2017 het Openluchttheater in het Wolvendaelpark aangewezen heeft als officiële locatie om huwelijken te voltrekken;

Aangezien dezelfde instantie in zitting van 24 maart 2022 het gebouw op het Jean Vander Elstplein 29 te 1180 Ukkel aangewezen heeft als locatie om huwelijken te voltrekken, inclusief op zon- en feestdagen;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 24 april 2025 ook het Administratief Centrum van Ukkel, gelegen Stallestraat 77 te 1180 Ukkel, aangewezen heeft als plaats om huwelijken te voltrekken, behalve op zater-, zon- en feestdagen;

Aangezien de gemeenteraad ten slotte in zitting van 24 april 2025 het Kunstenhuis van Ukkel gelegen in Dekenijstraat 102 te 1180 Ukkel aangewezen heeft als plaats om huwelijken te voltrekken

Gelet op het vergoedingsreglement voor huwelijksplechtigheden, beraadslaagd door de gemeenteraad van 15 december 2022;

Overwegende dat dit vergoedingsreglement, dat begint te lopen op 1 januari 2023, als volgt aangepast moet worden:

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2023 een nieuwe gemeentelijke vergoeding op huwelijksplechtigheden geheven.

Artikel 2

De huwelijksplechtigheden in het Administratief Centrum van Ukkel worden niet georganiseerd op zater-, zon- en feestdagen. **Artikel 3**

Rekening houdend met de uitzondering geformuleerd in artikel 2 worden de huwelijken voltrokken:

Gratis:

1. Elke zaterdagmorgen;
2. Elke 1e vrijdag van de maand ('s morgens, 's middags en 's avonds);
3. Elke 1e zaterdag van de maand ('s morgens, 's middags en 's avonds);
4. Elke 3e vrijdag van de maand ('s morgens).
5. Elke 1e zondag van de maand ('s morgens).
6. In het Openluchttheater van het Wolvendaelpark op de eerste zaterdag van de maand

Middels één enkele vergoeding van € 260 voltrokken:

1. Maandag, dinsdag, woensdag en donderdag ('s morgens en 's middags);
2. De 2e vrijdag van de maand ('s morgens en 's middags);
3. De 3e vrijdag van de maand ('s middags);
4. De 4e en 5e vrijdag van de maand ('s morgens, 's middags en 's avonds);
5. De 4e en 5e zaterdag van de maand ('s middags en 's avonds);
6. De laatste zondag van de maand ('s morgens).
7. In het Openluchttheater van het Wolvendaelpark op de laatste zaterdag van de maand

Artikel 4

De vergoeding moet contant betaald worden op het ogenblik van de huwelijksaangifte of uiterlijk binnen de 15 dagen voorafgaand aan de vastgelegde datum van de plechtigheid. De betaling gebeurt in de handen van de gemeenteontvanger, zijn aangestelden of aan de ambtenaren die hiertoe aangewezen werden.

Artikel 5

De vergoeding die verschuldigd is bij de huwelijksaangifte is niet meer recupereerbaar vanaf de vijftiende dag, voorafgaand aan de datum waarop de plechtigheid plaatsvindt, behalve indien het beletsel behoorlijk gerechtvaardigd werd.

Artikel 6

Bij gebrek aan minnelijke schikking wordt de invordering van de vergoeding nagestreefd op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of desgevallend via gerechtelijke weg.

Artikel 7

Het onderhavige reglement trekt op 1 mei 2025 het vergoedingsreglement voor huwelijksplechtigheden, beraadslaagd door de gemeenteraad van 15 december 2022, in en vervangt het.

21 **Etat civil - Salle destinée à la tenue de cérémonies funéraires, Avenue de la Chênaie 125 – approbation du règlement d’occupation et du formulaire de demande**

Le Conseil,

Vu l’article 34 de l’Ordonnance du 29 novembre 2018 sur les funérailles et sépultures autorisant les communes à mettre à disposition sur leur territoire une ou plusieurs salles adaptées à la tenue de cérémonies funéraires neutres.

Vu la volonté exprimée par la commune d’Uccle de mettre à la disposition de ses citoyens une petite salle ne comportant aucun signe convictionnel et pouvant servir, avant l’inhumation ou la dispersion des cendres, de lieu de recueillement à l’occasion de funérailles devant se dérouler dans l’enceinte du cimetière du Verrewinkel.

Considérant que le choix du lieu s’est porté sur la salle située à l’entrée du cimetière du Verrewinkel, sis Avenue de la Chênaie 125, à Uccle et reprise sur la parcelle cadastrée 57X3.

Considérant encore que l’entière du domaine du cimetière Verrewinkel rentre dans le domaine public et qu’en conséquence, la salle située sur le territoire du cimetière, qui en constitue une dépendance est elle aussi affectée au domaine public communal.

Que dès lors la salle sera soustraite à l’usage public et sera donnée à la jouissance exclusive d’une personne déterminée pendant une période déterminée moyennant le paiement d’une redevance établie par le règlement d’occupation.

Qu’à cette fin, l’autorisation d’occupation sera accordée par le biais d’une autorisation domaniale décernée par le Bourgmestre ou par la personne qu’il délèguera expressément.

Décide :

- D’approuver la mise à disposition de la Salle destinée à la tenue de cérémonies funéraires sis Avenue de la Chênaie 125 et reprise sur la parcelle 57X3
- De marquer son accord sur le projet de règlement d’occupation et sur le formulaire de demande, relatifs aux occupations de la salle destinée à la tenue de cérémonies funéraires.

Burgerlijke Stand - Zaal bestemd voor het houden van uitvaartplechtigheden, Eikenboslaan 125 - Goedkeuring van het gebruiksreglement en van het aanvraagformulier

De raad,

Gelet op artikel 34 van de ordonnantie op de begraafplaatsen en de lijkbezorging van 29 november 2018, dat de gemeentes toestaat op hun grondgebied een of meer neutrale zalen geschikt voor het houden van uitvaartplechtigheden ter beschikking te stellen;

Gelet op de wens van de gemeente Ukkel om haar burgers een kleine zaal ter beschikking te stellen die geen enkel religieus teken bevat en die voor de begrafenis of de asverstrooiing kan dienen als bezinningsplaats bij uitvaarten die plaatsvinden op de begraafplaats van Verrewinkel;

Overwegende dat de keuze voor de locatie uitgegaan is naar de zaal aan de ingang van de begraafplaats van Verrewinkel, gelegen Eikenboslaan 125 te Ukkel en opgenomen op gekadastreerd perceel 57X3;

Overwegende ook dat het volledige domein van de begraafplaats van Verrewinkel in het openbaar domein ligt en dat de zaal op het grondgebied van de begraafplaats, die er een aanhorigheid van uitmaakt, bijgevolg ook bestemd is tot het gemeentelijk openbaar domein;

Dat de zaal bijgevolg onttrokken wordt aan het openbaar gebruik en gedurende een bepaalde periode overgedragen wordt aan het exclusief gebruik van een welbepaalde persoon middels de betaling van een retributie vastgesteld door het bezettingsreglement.

Dat de gebruikstoelating hiervoor toegekend wordt door middel van een domeintoelating verleend door de burgemeester of door de persoon die hij uitdrukkelijk afvaardigt;

Beslist:

- De terbeschikkingstelling van de zaal bestemd voor het houden van uitvaartplechtigheden gelegen Eikenboslaan 125 en opgenomen op perceel 57X3 goed te keuren;
- Zijn goedkeuring te verlenen aan het ontwerp van gebruiksreglement en aan het aanvraagformulier met betrekking tot het gebruik van de zaal bestemd voor het houden van uitvaartplechtigheden.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Santé - Gezondheid

- 22 **Santé.- Projet pilote "Mission Zéro Bobo".- Approbation de la convention de collaboration entre "la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse" et le "Service de Promotion de la Santé à l'Ecole" de l'Administration communale d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu que la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse propose de poursuivre en collaboration avec la commune d'Uccle, via son Service de Promotion de la Santé à l'Ecole, le projet pilote "Mission Zéro Bobo" dans une école communale;

Vu que, afin de pouvoir organiser ce projet, une convention de collaboration entre les deux instances sera établie;

Vu que l'objet de cette convention de collaboration est que la Croix Rouge s'engage à former les membres du personnel du Service de Promotion de la Santé communal d'Uccle au module Mission Zéro Bobo, afin qu'ils deviennent des acteurs relais et qu'ils dispensent de façon autonome cette matière à des enfants de 6 à 10 ans, dans le cadre de leurs animations;

Vu que cette convention s'intègre dans le cadre de la continuation du projet pilote initié en 2018 et se poursuivra les années scolaires 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027;

Qu'elle a également pour objet de fixer les modalités de collaboration entre les parties à l'occasion de l'exécution de prestations de formation;

Vu que la collaboration se porte sur la formation d'animateurs-relais et sur l'animation de modules de premiers soins proposés par la Croix-Rouge de Belgique, Décide :

- d'autoriser la poursuite du projet pilote "Mission Zéro Bobo" par le Service de Promotion de la Santé à l'Ecole de l'Administration communale d'Uccle en collaboration avec la Croix-Rouge section Jeunesse;

- d'approuver la convention de collaboration pour les années scolaires 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027.

Gezondheid.- Pilootproject "Mission Zéro Bobo".- Goedkeuring van de

samenwerkingsovereenkomst tussen "la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse" en de dienst "Gezondheidspromotie op school " van het gemeentebestuur van Ukkel.

De Raad,

Aangezien la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse in een gemeenteschool het pilootproject "Mission Zéro Bobo" zou willen voortzetten in samenwerking met de dienst Gezondheidspromotie op school van de gemeente Ukkel;

Aangezien er een samenwerkingsovereenkomst afgesloten moet worden tussen de beide instellingen om dit project te organiseren;

Gelet op het onderwerp van deze samenwerkingsovereenkomst: la Croix-Rouge verbindt zich ertoe de personeelsleden van de dienst Gezondheidspromotie op school van de gemeente Ukkel de opleidingsmodule "Mission Zéro Bobo" te geven zodat zij als tussenpersoon kunnen optreden en zij op een autonome manier deze materie kunnen overbrengen bij kinderen van 6 tot 10 jaar in het kader van animatie rond gezondheidspromotie op school;

Aangezien deze overeenkomst opgenomen wordt in het kader van de verlenging van het pilootproject, opgestart in 2018, en voortgezet zal worden in de schooljaren 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027;

Aangezien deze overeenkomst eveneens de samenwerkingsmodaliteiten van de twee partijen inzake de uitvoering van de opleidingen wil vastleggen;

Aangezien de opleiding betrekking heeft op de opleiding van animatoren-tussenpersonen en op de animatie van EHBO-modules, voorgesteld door la Croix-Rouge de Belgique; Beslist

:

- zijn toelating te verlenen aan de voortzetting van het pilootproject "Mission Zéro Bobo" door de dienst Gezondheidspromotie op school van het gemeentebestuur van Ukkel in samenwerking met la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse;

- de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst in de schooljaren 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027, goed te keuren.

Personnes porteuses handicap - Personen met een handicap

23 Service des Personnes en Situation de Handicap. Conseil Consultatif Communal de la Personne en Situation de Handicap.- Appel public.- Nomination des membres.

Le Conseil,

Attendu qu'un Conseil Consultatif Communal de la Personne en Situation de Handicap (C.C.C.P.S.H.) a été créé par le Conseil Communal en séance du 27 juin 2013;

Attendu que l'article 16 du règlement du C.C.C.P.S.H. précise que celui-ci est dissout de plein droit, en même temps que le Conseil communal de la précédente législature;

Attendu qu'en séance du 11 février 2025, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé d'organiser un nouvel appel public, afin de désigner les nouveaux membres du C.C.C.P.S.H.;

Que cet appel public a notamment été publié sur le site internet communal, sur le site facebook communal et par publication dans le Wolvendael du mois de mars 2025; Attendu que l'article 2 du règlement susmentionné prévoit que les membres du C.C.C.P.S.H. sont nommés par le Conseil communal, sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Attendu que l'article 3 du règlement susmentionné prévoit :

"Le Conseil est constitué :

a) de représentant(e)s d'associations qui œuvrent en faveur de la promotion et de la défense des intérêts des personnes porteuses de handicap, ayant leur siège sur le territoire de la Commune d'Uccle et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune d'Uccle. Chaque association présente un membre effectif et un membre suppléant. La demande de candidature doit être accompagnée des statuts de l'association.

Le suppléant remplace le membre effectif chaque fois que celui-ci est empêché.

b) de personnes indépendantes porteuses de handicap ou des experts, se présentant à titre individuel, domiciliés à Uccle ou exerçant leurs activités sur le territoire de la Commune d'Uccle.

Les personnes qui se présentent à titre individuel n'ont pas de suppléant.

c) Le ou les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins qui ont Les Personnes en Situation de Handicap, l'Egalité des Chances, l'Action sociale et la Participation citoyenne dans leurs attributions.

Pour être membre du Conseil, il faut en outre, réunir les conditions suivantes :

1°) Etre âgé de 18 ans au moins;

2°) Jouir des droits civils et politiques;

3°) Bénéficiaire d'une légitimité pour représenter les intérêts d'une personne en situation de handicap ou disposant d'une expérience utile dans ce domaine.

Le nombre de membres du Conseil est fixé par le Collège et ne peut dépasser le nombre de membres du Conseil communal";

Vu que les candidatures suivantes ont été reçues :

Nom, Prénom	F/M	Représentant
Angelo Cléon	M	Autonomia
Skipor Maryna (suppléante)	F	Autonomia
Gorgy Olivier (suppléant)	M	CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs
Michils Muriel	F	CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs
Ben Yamoun Fatima (suppléante)	F	Communauté Montagne de Saint-Job
Bergeot Arnaud	M	Communauté Montagne de Saint-Job
Kapin Tame Georges (suppléant)	M	Ekhô Sport
Rossignol Elodie	F	Ekhô Sport
Vandermeulen Yves (suppléant)	M	I See
Storme Frédéric	M	I See
Duplat Brigitte (suppléante)	F	IRSA
Romain Rose	F	IRSA
Arschoot Sophie (suppléante)	F	Ligue Braille
Savino Théodore	M	Ligue Braille
Duplat Brigitte	F	Expert
Deloire Olivier	M	Expert
De Briey Mathilde	F	Expert
Vandecandelaere Marie-Ange	F	Expert
Van Nerom Dominique	F	Expert
Dangotte Valérie	F	Expert
Cabaret Eric	M	Personne indépendante
Vervaeck Paul	M	Personne indépendante
Vandermeulen Yves	M	Personne indépendante

Vu que toutes les candidatures sont recevables et que tous les handicaps sont représentés via les différentes asbl et via les différents experts;

Vu que les dispositions de l'article 120bis alinéa 3 de la Nouvelle Loi communale limitant à un maximum de deux tiers les membres du même sexe, sont respectées,

Décide :

- de nommer les personnes suivantes, conformément au règlement du C.C.C.P.S.H., en qualité :

• de représentant d'une association qui œuvre en faveur de la promotion et de la défense des intérêts des personnes en situation de handicap, ayant leur siège sur le territoire de la Commune d'Uccle et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune d'Uccle :

- Autonomia : Angelo Cléon
- Autonomia : Skipor Maryna
- Ligue Braille : Savino Théodore
- Ligue Braille : Arschoot Sophie (suppléante)
- Communauté Montagne de Saint-Job : Bergeot Arnaud
- Communauté Montagne de Saint-Job : Ben Yamoun Fatima (suppléante)
- IRSA : Romain Rose
- IRSA : Duplat Brigitte (suppléante)
- CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs : Michils Muriel
- CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs : Gorgy Olivier (suppléant)
- Ekhô Sport : Rossignol Elodie
- Ekhô Sport : Kapin Tame Georges (suppléant)
- I See : Storme Frédéric
- I See : Vandermeulen Yves (suppléant)

• de personne indépendante en situation de handicap ou expert, se présentant à titre individuel, domiciliée à Uccle ou exerçant ses activités sur le territoire de la Commune d'Uccle :

- Indépendants :
 - Cabaret Eric
- Vandermeulen Yves
- Vervaeck Paul
- Experts :
 - Dangotte Valérie
- De Briey Mathilde
- Deloire Olivier
- Duplat Brigitte
- Van Nerom Dominique
- Vandecandelaere Marie-Ange

- de membre du Collège :
 - Echevin des personnes en Situation de Handicap : M. Jean-Luc Vanraes
 - Echevine de l'Egalité des Chances, de l'Action sociale et de la Participation citoyenne : Maëlle De Brouwer;
 - de nommer Mme Gisèle De Geyter (chef de division des personnes en situation de handicap), en qualité de secrétaire du C.C.C.P.S.H., afin de gérer l'envoi des convocations, les P.V. des réunions et tout l'aspect administratif et technique lié à celles-ci, et de l'autoriser à prester des heures supplémentaires lors des réunions (en moyenne 4 à 5 fois par an).
-

Dienst Personen met een Handicap.- Gemeentelijke Adviesraad voor Personen met een Handicap.- Publieke oproep.- Benoeming van leden.

De raad,

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 27 juni 2013 een gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap (GARPH) heeft opgericht;

Overwegende dat artikel 16 van het GARPH-reglement bepaalt dat de GARPH van rechtswege wordt ontbonden op hetzelfde ogenblik als de gemeenteraad van de vorige legislatuur;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 11 februari 2025 heeft besloten een nieuwe openbare oproep tot kandidaten te organiseren met het oog op de benoeming van de nieuwe leden van de GARPH;

Overwegende dat deze openbare oproep gepubliceerd werd op de gemeentelijke website, op de gemeentelijke Facebookpagina en door publicatie in de Wolvendael van maart 2025;

Overwegende dat artikel 2 van het bovenvermelde reglement bepaalt dat de leden van de GARPH worden benoemd door de gemeenteraad, op voordracht van het college van burgemeester en schepenen;

Overwegende dat artikel 3 van het bovenvermelde reglement het volgende bepaalt:

“De Adviesraad is samengesteld uit:

- a) vertegenwoordigers van verenigingen die ijveren voor de aanmoediging en verdediging van de belangen van personen met een handicap, die zetelen op het grondgebied van de gemeente Ukkel en/of die daadwerkelijk actief zijn op het grondgebied van de gemeente Ukkel. Elke vereniging stelt een effectief lid en een plaatsvervanger voor. Aan de kandidatuursaanvraag moeten de statuten van de vereniging toegevoegd worden.

De plaatsvervanger vervangt het effectief lid telkens wanneer deze laatste verhinderd is.

b) zelfstandige personen met een handicap of experten die zich voorstellen op persoonlijke basis, gehuisvest in Ukkel of die hun activiteiten uitvoeren op het grondgebied van de gemeente Ukkel.

De personen die zich kandidaat stellen op persoonlijke basis hebben geen plaatsvervanger.

c) Het lid of de leden van het college van burgemeester en schepenen, bevoegd voor Personen met een Handicap, Gelijke Kansen, Sociale Actie en Burgerinspraak.

Om lid te zijn van de raad moet bovendien aan de volgende voorwaarden voldaan zijn:

1°) minimaal 18 jaar;

2°) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3°) genieten van een legitimatie om de belangen van een persoon met een handicap te vertegenwoordigen of over een nuttige ervaring in dit domein beschikken.

Het aantal raadsleden wordt vastgelegd door het college en mag het aantal gemeenteraadsleden niet overschrijden."

Aangezien de volgende sollicitaties werden ontvangen:

Naam, voornaam	M/V	Vertegenwoordigt
Angelo Cléon	M	Autonomia
Skipor Marya	V	Autonomia
Gorgy Olivier (opvolger)	M	CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs
Michils Muriel	V	CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs
Ben Yamoun Fatima (opvolgster)	V	Communauté Montagne de Saint-Job
Bergeot Arnaud	M	Communauté Montagne de Saint-Job
Kapin Tame Georges (opvolger)	M	Ekhô Sport
Rossignol Elodie	V	Ekhô Sport
Vandermeulen Yves (opvolger)	M	I See
Storme Frédéric	M	I See
Duplat Brigitte (opvolgster)	V	IRSA
Romain Rose	V	IRSA
Arschoot Sophie (opvolgster)	V	Ligue Braille
Savino Théodore	M	Ligue Braille
Duplat Brigitte	V	Expert
Deloire Olivier	M	Expert
De Briey Mathilde	V	Expert

Vandecandelaere MarieAnge	V	Expert
Van Nerom Dominique	V	Expert
Dangotte Valérie	V	Expert
Cabaret Eric	M	Zelfstandig persoon
Vervaeck Paul	M	Zelfstandig persoon
Vandermeulen Yves	M	Zelfstandig persoon

Aangezien alle kandidaturen ontvankelijk zijn alle handicaps vertegenwoordigd zijn via de verschillende vzw's en deskundigen;

Aangezien de bepalingen van artikel 120bis 3^e lid van de Nieuwe Gemeentewet, dat de leden van hetzelfde geslacht beperkt tot twee derde, in acht genomen worden;

Beslist:

- de volgende personen te benoemen, in overeenstemming met het GARPHreglement, in de hoedanigheid van:

- vertegenwoordigers van een vereniging die zich inzet voor de promotie en de bescherming van de belangen van personen met een handicap, met zetel op het grondgebied van de gemeente Ukkel en/of met effectieve activiteiten op het grondgebied van de gemeente Ukkel:

- Autonomia: Angelo Cléon
- Autonomia: Skipor Marya (opvolgster)
- Ligue Braille: Savino Théodore
- Ligue Braille: Arschoot Sophie (opvolgster)
- Communauté Montagne de Saint-Job: Bergeot Arnaud
- Communauté Montagne de Saint-Job: Ben Yamoun Fatima (opvolgster)
- IRSA: Romain Rose
- IRSA: Duplat Brigitte (opvolgster)
- CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs: Michils Muriel
- CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs: Gorgy Olivier (opvolger)
- Ekhô Sport: Rossignol Elodie
- Ekhô Sport: Kapin Tame Georges (opvolger)
- I See: Storme Frédéric
- I See: Vandermeulen Yves (opvolger)

- zelfstandig persoon met een handicap of expert die zich voorstelt op persoonlijke basis, gehuisvest in Ukkel of die activiteiten uitvoert op het grondgebied van de gemeente Ukkel:

- Zelfstandige personen: - Cabaret Eric
- Vandermeulen Yves
- Vervaeck Paul
- Experts: - Dangotte Valérie
- De Briey Mathilde
- Deloire Olivier
- Duplat Brigitte
- Van Nerom Dominique
- Vandecandelaere Marie-Ange

- leden van het college:

- Schepen van Personen met een Handicap: dhr. Jean-Luc Vanraes
- Schepen van Gelijke Kansen, Sociale Actie en Burgerinspraak: Maëlle De Brouwer.

- mevr. Gisèle De Geyter (afdelingschef van de dienst Personen met een Handicap) aan te stellen als secretaris van de GARPH voor het beheer van de verzending van de oproepingen, de pv's van de vergaderingen en alle daarmee verband houdende administratieve en technische aspecten en haar toe te staan overuren te presteren tijdens de vergaderingen (gemiddeld 4 tot 5 keer per jaar).

24 **Service des Personnes en Situation de Handicap.- Transmission du rapport d'activité annuel de 2024.**

Le Conseil,

Attendu que l'article 14 du Règlement du Conseil Consultatif communal de la Personne en Situation de Handicap prévoit que chaque année, au cours du moi de mars, le Président adresse au Collège des Bourgmestre et Echevins, un rapport général sur l'activité du Conseil durant l'année écoulée;

Attendu que le Collège porte ce rapport à la connaissance du Conseil communal;

Vu que le rapport général sur l'activité du C.C.C.P.S.H. de 2024 a été envoyé par mail à tous les membres du C.C.C.P.S.H., celui-ci ayant été dissout en même temps que le Conseil communal; Qu'il peut dès lors être transmis au Collège des Bourgmestre et Echevins, pour information et que celui-ci pourra ensuite le transmettre au Conseil communal, pour information;

Décide :

de prendre acte du rapport général sur l'activité du C.C.C.P.S.H. de 2024.

Dienst Personen met een Handicap - Toezending van het jaarlijkse activiteitenverslag van 2024.

De Raad,

Aangezien artikel 14 van het reglement van de Gemeentelijke Adviesraad voor Personen met een Handicap bepaalt dat de voorzitter elk jaar in de loop van de maand maart aan het college van burgemeester en schepenen een algemeen verslag over de activiteiten van de raad tijdens het voorbije jaar toezendt;

Aangezien het college dit verslag ter kennis brengt van de gemeenteraad;

Aangezien het algemene verslag over de activiteiten van de GARPH van 2024 per e-mail naar alle leden van de GARPH werd gestuurd, dat tegelijk met de gemeenteraad werd ontbonden;

Aangezien het aldus ter informatie kan worden doorgestuurd naar het college van burgemeester en schepenen, dat het vervolgens ter informatie kan doorsturen naar de gemeenteraad; Beslist: akte te nemen van het algemene verslag over de activiteiten van de GARPH van 2024.

Famille - Famille

25 A.S.B.L. Actions pour les familles, la santé et l'égalité des chances.- Convention de gestion.Rapport d'évaluation et ses annexes.

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ; Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'ASBL Actions pour les familles, la santé et l'égalité des chances à Uccle, asbl communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 21 février 2022 ;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évalués chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil communal en présence du président du

Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant ;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué ;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué ;
- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant ;
- le rapport d'activité ;

- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budgetprévisionnel ;
- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membre del'ASBL ;
- le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune ;

Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts ;

Considérant que l'ASBL a remis, le 27 février 2025, son rapport d'évaluation relatif à l'année 2024 au Secrétariat central de la Commune contre réceptionné ;

Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé d'inscrire ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil ou au plus tard à l'ordre du jour du second Conseil communal de la Commune suivant la transmission du rapport d'évaluation et de ses annexes, soit à la séance du Conseil communal du 24 avril 2025, vu le délai de convocation du Président ou de son représentant fixé à 15 jours dans ce même article de la Convention, et d'inviter le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent ;

Considérant que le Secrétariat central est chargé d'envoyer cette convocation au Président du CA de l'ASBL Actions pour les familles, la santé et l'égalité des chances à Uccle, dans le respect des formes et des délais prévus dans la convention de gestion ;

Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion ;

Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les comptes 2024 ainsi que le budget 2025 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale de l'ASBL,

Décide :

- d'approuver le rapport d'évaluation 2024 de l'ASBL Actions pour les familles, la santé et l'égalitédes chances à Uccle en annexe ;
- de prendre connaissance des comptes 2024 et du budget 2025 de l'ASBL tels que joints enannexe du rapport d'évaluation.

V.Z.W. Actions pour les familles, la santé et l'égalité des chances.- Beheersovereenkomst.Evaluatieverslag en de bijlagen.

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie; Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en de vzw Action pour les familles, la santé et l'égalité des chances à Uccle, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 21 februari 2022;

Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger; Aangezien artikel 27 het volgende bepaalt: "Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren:

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;
- het activiteitenverslag;
- het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopigebegroting worden goedgekeurd;
- desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW;

- desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente;
Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;
Overwegende dat de vzw op 27 februari 2025 haar evaluatieverslag met betrekking tot het jaar 2024 tegen ontvangstbewijs heeft overgemaakt aan het centraal secretariaat van de gemeente;
Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgermeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad zet of uiterlijk op de agenda van de tweede raad van de gemeente na toezending van het evaluatieverslag en de bijlagen, dus op 24 april 2025 gezien de termijn voor het bijeenroepen van de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, die in hetzelfde artikel van de overeenkomst op 15 dagen is vastgesteld; Overwegend dat het centraal secretariaat deze oproeping zal zenden aan de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw Action pour les familles, la santé et l'égalité des chances à Uccle, of zijn vertegenwoordiger binnen de overeenkomst vastgestelde termijnen;
Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst;
Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2024 en de begroting 2025 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw,

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2024 van vzw Action pour la famille, la santé et l'égalité des chances à Uccle;
- kennis te nemen van de jaarrekening 2024 en de begroting 2025 van de vzw zoals toegevoegd inde bijlage van de evaluatieverslag.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

26

Nettoyage de bâtiments communaux et complexes sportifs 2025-2029 - Approbation des conditions et de la procédure de passation

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale notamment l'art. 234§1 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'art. 15 (accès réservé à des ateliers protégés et à des opérateurs économiques dont l'objet est l'intégration sociale et professionnelle de personnes handicapées ou défavorisées) et l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant le cahier des charges N° 2025-038 relatif au marché "Noyage de bâtiments communaux et complexes sportifs 2025-2029 du 1^{er} décembre 2025 au 31 décembre 2029 établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Facility Management et le service des Sports;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 "Bâtiment CAU, ancienne Poste et centre opéra onnel Stalle (lot réservé), dépense annuelle estimée à 413.223,14 € hors TVA ou 500.000,00 €, 21 % TVA comprise ;

* Lot 2: complexes sportifs, dépense annuelle estimée à 165.289,25 € hors TVA ou 199.999,99 €, 21 % TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 2.800.000,00 € 21 % TVA comprise pour les 4 ans ;

Considérant que cette estimation dépasse le seuil d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de maximum quatre ans, divisé en un marché de base d'un an et trois possibilités de reconduction tacite pour une période d'un an supplémentaire chacune;

Considérant que le lot 1 de ce marché poursuit un objectif d'intégration sociale et professionnelle de personnes en situation de handicap ou défavorisées ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025, articles 137/125-06/85 (lot 1), 764/125-06/85 (lot 2) et au budget des exercices suivants, sous réserve de leurs approbations ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins ;

Décide :

D'approuver le cahier des charges N° 2025-038 et le montant estimé du marché "Noyage de bâtiments communaux et complexes sportifs 2025-2029", établis par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.800.000,00 €, 21 % TVA comprise ;

De passer le marché par la procédure ouverte ;

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Imputation budgétaire

Exercices 2025-2029

Article

137/125-06/85 (lot 1) allocation	900 000	disponible	676.948, 86
764/125-06/85 (lot 2) allocation	550 000	disponible	404.939,48

Dépense annuelle estimée

137/125-06/85 (lot 1) € 500 000,00 Tva comprise

764/125-06/85 (lot 2) € 199 999,99 euro Tva comprise

Schoonmaak van gemeentelijke gebouwen en sportcomplexen 2025-2029 - Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingsprocedure

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 234 §1 met betrekking tot de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, onder andere artikel 15 (toegang voorbehouden aan beschutte werkplaatsen en ondernemers die de maatschappelijke en professionele integratie van gehandicapten of kansarmen tot doel hebben) en artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende het bestek nr. 2025-038 met betrekking tot de opdracht "Schoonmaak van gemeentegebouwen en sportcomplexen 2025-2029 van 1 december 2025 tot 31 december 2029", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Facility Management en de Sportdienst;

Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in percelen:

*Perceel 1: gebouw ACU, voormalig postkantoor en Operationeel Centrum Stalle (voorbehoudenperceel), jaarlijkse uitgave geraamd op € 413.223,14 exclusief btw of € 500.000,00 inclusief 21 % btw;

*Perceel 2: sportcomplexen, jaarlijkse uitgave geraamd op € 165.289,25 euro exclusief btw of € 199.999,99 euro inclusief 21 % btw;

Overwegende dat het geraamd totaalbedrag van deze opdracht € 2.800.000,00 inclusief 21 % btw voor de 4 jaar belooft;

Overwegende dat deze raming de toepassingsdrempel voor de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de opdracht gesloten wordt voor een duur van hoogstens vier jaar, verdeeld in een basisopdracht van een jaar en drie mogelijkheden tot stilzwijgende verlenging, elk voor een periode van een extra jaar;

Overwegende dat perceel 1 van deze opdracht een doel van maatschappelijke en professionele integratie van gehandicapte of kansarme personen nastreeft;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen door middel van een openbare procedure;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave opgenomen is in de gewone begroting van dienstjaar 2025, artikel 137/125-06/85 (perceel 1) en 764/125-06/85 (perceel 2), en in de begroting voor de volgende dienstjaren, onder voorbehoud van de goedkeuring ervan; Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

Het bestek nr. 2025-038 en het geraamd bedrag van de opdracht "Schoonmaak van gemeentegebouwen en sportcomplexen 2025-2029", opgesteld door de Opdrachtcentrale, goed te keuren. De voorwaarden worden bepaald zoals in het bestek en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. Het geraamd bedrag beloopt € 2.800.000,00 inclusief 21 % btw;

De opdracht te gunnen via de openbare procedure;

De aankondiging van de opdracht in te vullen, goed te keuren en op nationaal en Europees vlak te versturen;

Deze beraadslaging te bezorgen aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

Begrotingsaanrekening :

Dienstjaren 2025 tot 2029

Artikel

137/125-06/85 (perceel1)	toewijzing	900 000	beschikbaar	676.948,86
764/125-06/85 (perceel 2)	toewijzing	550 000	beschikbaar	404.939,48

Jaarlijks Uitgave voorzien

137/125-06/85 (perceel1) € 500 000,00, inclusief 21% btw

764/125-06/85 (perceel 2) € 199 999,99 euro, inclusief 21% btw

27 Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins suivantes : - 30 décembre 2024 : Ecole ICPP : démontage, évacuation porte existante et pose nouvelle porte double pivotante - Marché de travaux - Procédure de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché - Engagement de la dépense - 3.871,20 € - Article : 75102/724-60/85. - 18 mars 2025 : Matériel et équipement électrique destinés aux écoles communales, aux crèches et aux services communaux 2025 - Exercice 2025 - 60.000,00€ T.V.A.C. - Articles : 722/74498/40-2025134, 706/744-98/40-20250127, 75101/744-98/40-20250143, 75102/744-98/40-20250147 et 84401/744-98/58-20250110.

- 18 mars 2025 : Transport de fonds – 15 avril 2025 – 14 avril 2026 – Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter – Approbation de la date d'ouverture des offres - 48.400,00€ T.V.A.C. - Article : 121/128-01/35.

- 18 mars 2025 : Ecole de Messidor : Extension cuisine et conformité incendie - Marché de travaux- Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - 99.378,18€ T.V.A.C. - Article : 722/724-60/85-20250178.

- 18 mars 2025 : Entretien des hydrants du réseau de distribution d'eau potable par Vivaqua.Exercice 2025 - 94.308,54€ T.V.A.C.- Article : 421/124-06/82.
- 18 mars 2025 : Maintenance des cabines HT dans différents sites (CAU / COS / Ecole des Eglantiers / Ecole du Homborch / Ecole du Val Fleuri / Ferme Rose) pour la période du 15 avril 2025 au 14 février 2026 (et reconductible annuellement trois fois pour une année supplémentaire, soit jusqu'au 14 avril 2029 au plus tard) - Marché public de service - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - 119.175,00 € T.V.A.C. Dépense envisagée pour la maintenance sur quatre ans à ventiler comme suit : 1) 137/125-06/85 (CAU + COS) : 42.350,00 € T.V.A.C. ; 2) 722/125-06/85 (Ecoles des Eglantiers, du Homborch et du Val Fleuri) 55.650,00 € T.V.A.C. ; 3) 773/125-06/85 (Ferme Rose) : 21.175,00 € T.V.A.C. - Articles : 1) 137:125-06/85 (CAU + COS); 2) 722/125-06/85 (Ecoles des Eglantiers, du Homborch et du Val Fleuri) ; 3) 773/125-06/85 (Ferme rose).
- 25 mars 2025 : Traiteur 2025 – 2026 – Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter - 20.416,65 € T.V.A.C. (26/05/2025); 14.583,35 € T.V.A.C. (24/05/2026). - Articles : .../123-16/..., .../123-17/..., .../123-18/...,.../123-48/
- ...
- 25 mars 2025 : Entretien des voiries - Exercice 2025 - Approbation du cahier spécial des charges, de la dépense, de la procédure de passation du marché - Liste des firmes à consulter 190.259,80€ T.V.A.C.- Article 421/124-06/82.
- 1er avril 2025 : Asphaltage de l'avenue Hamoir - Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - 189.394,65€ T.V.A.C.- Article : 421/73160/82-20250273.
- 1er avril 2025 : Centre Administratif d'Uccle (CAU) - Réfection des têtes d'acrotères du périmètre des façades du CAU - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable.Approbation des conditions du marché - 173.028,79€ T.V.A.C. - Article : 137/724-60/85-20250153.
- 1er avril 2025 : Restauration de l'Ukkelbeek à hauteur de la chaussée de Neerstalle aménagement d'une traversée du ruisseau par Vivaqua - Phase 2 - approbation du devis des travaux et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 142.814,87€ T.V.A.C. - 879/732-60/93-20250052.
- 8 avril 2025 : Achat de charrettes de balayage Pickup électriques 2025 - Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges, et des firmes à consulter - 50.000,00€ (2025) - 11.000,00€ (2027) T.V.A.C.- Articles : 875/744-98/58 (2025), 875/124-06/82 (2027).
- 15 avril 2025 : Asphaltage du Dieweg - Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché -189.208,31€ T.V.A.C.- Article : 421/73160/82-20250273.
- 15 avril 2025 : Aménagement hydraulique et paysager du vallon du Gaesbeek - Exercice 2017 Approbation de l'état d'avancement n° 12 - mode de financement - engagement de la dépense paiement de la facture - 104.630,08 € T.V.A.C.- Article 879/732-60/93-20250056.

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en

schepenen : - 30 december 2024 : School ICPP : bestaande deur demontage en evacuatie

en installatie van een nieuwe dubbele draaideur - Werkenoverheidsopdracht - Procedure met beperkte waarde Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht -

3.871,20 € - Artikel :

75102/724-60/85.

- 18 maart 2025 : Elektrisch materiaal en uitrusting bestemd voor gemeentelijke scholen, kinderdagverblijven en gemeentelijke diensten 2025 - Boekjaar 2025 - 60.000,00€ i.b.t.w. - Artikels : 722/744-98/40-2025134, 706/744-98/40-20250127, 75101/744-98/40-20250143, 75102/74498/40-20250147 et 84401/744-98/58-20250110.
- 18 maart 2025 : Vervoer van Waarden - 15 april 2025 - 14 april 2026 - Goedkeuring van de uitgave, plaatsingswijze van de opdracht en het bestek - 48.400,00€ i.b.t.w. - Artikel : 121/12801/35.
- 18 maart 2025 : Messidorschool : Keukenuitbreiding en brandveiligheid - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - 99.378,18€ i.b.t.w. - Artikel: 722/724-60/8520250178.
- 18 maart 2025: Onderhoud van brandkranen van het drinkwaternet door Vivaqua.- Dienstjaar 2025.Goodkeuring en vastlegging van de uitgave - 94.308,54€ i.b.t.w. - Artikel: 421/124-06/82.
- 18 maart 2025: Onderhoud van de hoogspanningscabines in verschillende locaties (ACU / OCU /Ecole des Eglantiers / Ecole du Homborch / Ecole du Val Fleuri / Ferme Rose) Werkenoverheidsopdracht voor de periode van 15 februari 2021 tot 14 februari 2022 (en jaarlijks verlengbaar driemaal voor een aanvullende jaar, hetzij tot 14 februari 2025 ten laatste) Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - 119.175,00 i.b.t.w. De geplande uitgaven voor onderhoud over vier jaar worden als volgt uitgesplitst: 1) 137/125-06/85 (CAU + COS): 42.350,00 € i.b.t.w. ; 2) 722/12506/85 (Ecoles des Eglantiers, du Homborch en du Val Fleuri): 55.650,00 € i.b.t.w. ; 3) 773/125-06/85 (Ferme Rose): 21.175,00€ i.b.t.w. - Artikels: 1) 137:125-06/85 (CAU + COS); 2) 722/125-06/85 (Ecoles des Eglantiers, du Homborch et du Val Fleuri); 3) 773/125-06/85 (Ferme Rose).
- 25 maart 2025 : Onderhoud van wegen - Dienstjaar 2025 - Goedkeuring van het bestek, de uitgave en van de plaatsing van de procedure. - 20.416,65 € i.b.t.w. (26/05/2025); 14.583,35 € i.b.t.w. (24/05/2026). - Artikels : .../123-16/..., .../123-17/..., .../123-18/...,.../123-48/... - 25 maart 2025 : Onderhoud van wegen - Dienstjaar 2025 - Goedkeuring van het bestek, de uitgave en van de plaatsing van de procedure. - 190.259,80€ i.b.t.w. - Artikel 421/124-06/82. - 01 april 2025: Asfaltering Hamoiriaan - Boekjaar 2025 - Goedkeuring van de uitgaven, documenten en gunningsprocedure - Ter informatie aangenomen door de gemeenteraad 189.394,65€ i.b.t.w. - Artikel: 421/731-60/82-20250273.
- 01 april 2025 : Administratief Centrum van Ukkel (ACU) - Herstelling van de acrotiekoppen rondomde gevels van het ACU - Werkenoverheidsopdracht - Overheidsopdracht zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht . - 173 028,79€ i.b.t.w. - Artikel : 137/724-60/85-20250153.
- 01 april 2025 : Herstelling van de Ukkelbeek ter hoogte van de Neerstallesteenweg – aanleg van een overspanning van de beek door Vivaqua - Fase 2 - goedkeuring van de raming van de werken en vastlegging van de uitgave. - 142.814,87€ i.b.t.w. - Artikel : 879/732-60/93-20250052.
- 08 april 2025 : Aankoop van elektrische veegmachines 2025 - Goedkeuring van de uitgaven,gunningsprocedure, bestek en de te raadplegen ondernemingen - 50.000,00€ i.b.t.w. (2025) 11.000,00€ i.b.t.w. (2027). - Artikels : 875/744-98/58 (2025), 875/124-06/82 (2027).
- 15 april 2025 : Asfaltering Dieweg - Boekjaar 2025 - Goedkeuring van de uitgaven, documenten en gunningsprocedure - Ter informatie aangenomen door de gemeenteraad - 189.208,31€ i.b.t.w. Artikel: 421/731-60/82-20250273.
- 15 april 2025 : Water- en landschapsaanleg van het Gaesbeekdal.- Dienstjaar 2017. – Goedkeuring van vordering nr 12 - Financieringswijze – Vastlegging van de uitgave - Betaling van de factuur – Kennisneming door de raad - 104.630,08 € i.b.t.w.- Artikel : 879/732-60/93-20250056.

- 28 **Question écrite de M. Tojerow : coût budgétaire de l'ensemble des opérations liées à l'édition et la distribution de la brochure "easy mobility".**

Schriftelijke vraag van de h.Tojerow : Begrotingskosten van alle activiteiten in verband met de publicatie en distributie van de brochure "easy mobility".

-
- 29 **Interpellation de M. COOLS : dialogue avec les communes voisines en matière de mobilité.**

Interpellatie van de h. COOLS : dialoog met buurgemeenten over mobiliteitskwesties

-
- 30 **Question orale de M. Hublet: renforcement des mesures sanitaires- report du 20/03/2025**

Mondelinge vraag van de h. Hublet : versterking van gezondheidsmaatregelen- uitstel van 20/03/2025